

La Voix des Communistes



N° 26
SEPTEMBRE
2019
2€

Journal central du **RASSEMBLEMENT ORGANISE DES COMMUNISTES - Marxistes Léninistes**

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France

**LA DOMINATION DU CAPITALISME IMPÉRIALISTE
C'EST L'EXPLOITATION, L'OPPRESSION, LES GUERRES,
LA FAMINE ET LA DESTRUCTION DE LA PLANÈTE**



**SEULE LA CLASSE OUVRIÈRE EN ARRACHANT LE POUVOIR À LA BOURGEOISIE
PEUT LIBÉRER LES PEUPLES DE CES MAUX EN ÉDIFIANT LE SOCIALISME**

Sommaire

3	ÉDITORIAL
4-17	52e CONGRES DE LA CGT
18-21	LA QUESTION DE LA VIOLENCE
22-37	L'IMPÉRIALISME AUJOURD'HUI
38-39	LE PEUPLE KURDE CIBLE DE TOUTES LES FORCES RÉACTIONNAIRES

Rassemblement Organisé des communistes Marxistes Léninistes (ROCML) est né en 2010 d'un processus d'unification de militants communistes. Les militants ont comme base idéologique la théorie scientifique du marxisme-léninisme. Le PCF s'est écarté de la voie révolutionnaire et a mené les travailleurs à la défaite en trahissant leur cause.

Le ROCML se donne pour objectif de participer à la construction d'un parti révolutionnaire pour tous les travailleurs

de France. Il diffuse la **Voix des Communistes**, qui est son journal théorique et politique.

CONTACTS

Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes

roc.ml@laposte.net

<http://rocml.org/>

Jeunesse Communiste Marxiste Léniniste

<http://rocml.org/jeunes-communistes/>

En 2017, Emmanuel Macron s'est retrouvé président dans un contexte de dérèglement de la tradition électorale, qui était marquée par l'alternance droite-gauche. En 2017 également, Donald Trump a débuté son mandat présidentiel aux USA, et applique depuis une manière de gouverner qui perturbe considérablement la scène politique internationale. L'un et l'autre se débattent, à leur manière et dans le contexte des pays respectifs, avec le problème que la situation générale tend à rendre inadapté le fonctionnement réputé "normale" de la dite "démocratie bourgeoise". Ce ne sont là que des éléments situés au niveau politique, tributaires de ce qui est à la base de la réalité : l'économie, c'est-à-dire les rapports de production capitalistes. De façon générale, les gouvernements des grandes puissances impérialistes œuvrent tous pour contrecarrer la situation persistante de crise économique dans laquelle se trouve le système capitaliste mondial, mais chacun de ces gouvernements séparément a des visées particulières en fonction des intérêts des fractions de la classe capitaliste auxquelles il est lié.

Macron s'efforce tant bien que mal à assumer ce double rôle de diriger l'appareil d'état au service de la bourgeoisie en général et d'agir en fonction des intérêts des uns et des autres parmi la classe capitaliste. Il doit le faire au nom de la France et, parallèlement, de l'Union européenne, celle-ci étant minée par les conflits qui résultent de sa composition hétéroclite. Sur le plan national, ni Macron dans sa fonction présidentielle, ni sa formation, LRM, ont réussi à stabiliser leur place dans le système politique, et restent en concurrence avec les autres partis de droite et de gauche.

Le PCF a tenu un congrès en novembre 2018. Ayant renoncé à s'associer à Jean-Luc Mélenchon, il s'empêtre dans la recherche d'alliances, ceci dans une perspective essentiellement électorale. Quant à la CGT, le congrès tenu en mai dernier a fait ressortir des éléments d'évolution positive de la situation interne, dans le sens que surgissent des interrogations qui ouvrent des perspectives favorables à l'intervention des marxistes-léninistes. Cependant, les facteurs subjectifs, du point de vue de la lutte de classe, n'ont pas progressé sur le fond. Les prétentions de la part de certains de "ramener" le PCF au marxisme consistent uniquement en quelques références verbales creuses, et impliquent un effet nuisible provenant de la confusion qu'elles introduisent dans les esprits. En ce qui concerne la CGT, les problématiques sont plus complexes. En effet, alors que pour nous il est évident que la construction du parti d'avant-garde de la classe ouvrière est un processus dans lequel le PCF n'a aucune place, il reste la nécessité d'organiser la classe ouvrière au plan syndical à partir de la situation existante, c'est-à-dire en s'appuyant principalement sur la CGT.

La situation internationale est chargée de conflits, qui vont s'aggravant. Dans le cadre national, il en est de même, comme le montrent les luttes qui se succèdent, bien que d'envergure limitée. À cet égard, le caractère aigu de l'affrontement entre les "gilets jaunes" et le pouvoir ainsi que le degré de violence atteint par la répression, ont pu engendrer une certaine prise de conscience quant à la nature de la "république démocratique" comme forme d'exercice de la dictature de la bourgeoisie. Cependant, ces constats en eux-mêmes restent incomplets, tant qu'on ne les analyse pas conjointement en relation avec le fait fondamental : la domination globale, économique et politique, qui revient au système capitaliste impérialiste mondial. Notre propagande doit éclairer la réalité de la lutte de classe sous cet angle. Ainsi, notamment, les positions qui prévalent au sein de la CGT - telles que l'aspiration à "changer le travail" - ne sont pas simplement réformistes, mais dérisoires. Et il faudra en particulier éliminer l'influence de ceux qui, naïvement par paresse d'esprit, ou sournoisement par manipulation idéologique, prétendent voir des communistes révolutionnaires partout où ils entendent prononcer ou voient écrit des mots : "Marx", "communiste", "soutient internationaliste" etc.

À propos de l'évolution récente de la CGT

Le 52e Congrès de la CGT tenu en mai dernier a mis en lumière quelques enjeux de la lutte de la classe ouvrière en France. Ni les orientations assumées par la direction confédérale ni les critiques formulées à divers titres par bon nombre de militants, ne sont aptes à faire accomplir aux travailleurs des avancées décisives vers l'amélioration du rapport de forces face au Capital et à la bourgeoise.

En ce qui concerne le Congrès, sa préparation a d'emblée été marquée par le fait que la direction s'acharne à mettre

listes à plus long terme. Et il n'y a aucun regret à avoir au sujet de ce désintéret, au contraire, c'est un signe que les travailleurs gardent malgré tout une certaine capacité de bon sens. Ne serait-ce que par réaction instinctive, ils ne se laissent pas abuser sans limites par la propagande visant à les orienter vers l'illusion qu'il soit possible sous le capitalisme que chaque travailleur, individuellement, pourrait se soustraire à la soumission de sa force de travail aux rapports marchandes propres au capitalisme, et aux conséquences qu'implique cette détermination objective.

L'organisation syndicale ne peut en elle-même réaliser l'unité nécessaire de la classe ouvrière

en avant des sujets dont l'examen ne mène nulle part: « La réalité du travail et son avenir avec les évolutions technologiques comme le numérique » et « Le statut de celles et ceux qui travaillent, avec au cœur notre proposition du nouveau statut du travail salarié et sa sécurité sociale professionnelle ». Ce "NSTS" avait été mis en chantier en 1997, présenté au 47e Congrès en 2003, adopté par le 48e Congrès en 2006, et était devenu la revendication phare de la direction, le centre de sa doctrine sociale[1]. Les années passent, mais les directions successives de la Confédération font preuve de suite dans les idées: sur le fond, cette persistance reflète une forte présence de l'influence de la petite bourgeoisie par le biais du réformisme. Cependant on constate que, à l'occasion du 52e Congrès comme dans le passé, ce thème revendicatif voulant donner au "travail" un "statut" n'a pas attiré l'attention des militants et des travailleurs. Cela n'est pas surprenant, car il ne fournit aucun levier ni pour des mobilisations dans l'immédiat ni pour des objectifs de lutte réa-

La question de "la réalité du travail" n'a pas non plus trouvé d'écho durant le congrès. À ce sujet, l'absence de la part de la direction confédérale, d'une critique de fond de la société capitaliste est évidente.

Dans le projet de document d'orientation[2], on lit[3]:

« Notre volonté de transformation sociale et notre ambition revendicative s'attaquent aux sources du mal, au cœur du conflit entre capital et travail fondé sur le partage inégal et injuste des richesses créées par le travail, au détriment des travailleurs eux-mêmes. »

Et aussi[4]:

« Il nous faut aussi considérer dans son ensemble le monde du travail, le statut de l'entreprise, ses modes de gestion et les fonctions des directions qui en découlent, le poids et le rôle de la finance, la place que le syndicalisme doit (re)-conquérir pour aider les salariés à reprendre la main. Nous devons prendre

toute notre place pour engager un processus de renouveau démocratique en dehors duquel il n'est pas de progrès social possible. »

Les préoccupations concernant le "partage inégal" ainsi que "le statut de l'entreprise, ses modes de gestion et les fonctions des directions qui en découlent, le poids et le rôle de la finance" sont l'expression d'une vision réformiste, erronée. Dans la société capitaliste toutes les réformes qu'on pourrait imaginer en la matière relèvent du domaine des rêves irréalisables - depuis deux siècles la pratique du capitalisme a montré cela amplement. La caractérisation de la "réalité" du travail n'est liée qu'accèssoirement au développement des technologies et de l'informatique. Cette question est fondamentalement déterminée par les rapports de production, dont la nature n'a nullement été transformée par l'évolution des moyens de production et de l'organisation technique et pratique des forces productives. La réalité du travail aujourd'hui, c'est la réalité formée par la domination du capitalisme impérialiste sur le plan mondial. Ce n'est qu'en envisageant la question de cette manière qu'elle peut être analysée de façon pertinente. Et c'est effectivement un devoir pour les marxistes-léninistes, pour comprendre la situation de la classe ouvrière, en France et dans le monde.

Cela dit, la question des nouvelles technologies met une fois de plus en évidence le fait que les rapports de production capitalistes ne visent pas à assurer que les progrès techniques soient mise au service de l'amélioration des conditions de travail et de vie des travailleurs, bien au contraire. Souligner ce fait constitue un élément important pour développer la conscience anticapitaliste. Or le discours adopté par la direction de la CGT est orienté dans le sens opposé, par exemple quand le texte d'orientation avance la formule « Ne pas laisser la "révolution numérique" aux mains du capital »[5].

La question de l'adhésion à la FSM

Une des questions mises en avant durant la préparation du congrès et durant le congrès lui-même, était celle des relations de la Confédération au niveau international. Ce débat avait été lancé autrefois en concomitance avec la démarche de la CGT visant à adhérer à la Confédération européenne des syndicats (CES), ce qui impliquait de quitter la Fédération syndicale mondiale (FSM). La critique de fond qui est faite face aux directions confédérales successives consiste à dénoncer les orientations de collaboration de classe adoptées par la CES, ainsi que par la Confédération syndicale internationale (CSI) à laquelle la CES est associée. Cette critique est entièrement justifiée et doit être exprimée publiquement sans compromis. Par ailleurs, il est évident que la CGT devrait développer autant que possible des relations internationales avec des syndicats partout dans le monde, sans privilégier le cercle des pays impérialistes dominants. On trouve à ce sujet des commentaires tout à fait sensés alliant les deux aspects[6]. Cependant, telle que l'argumentation est développée par certaines organisations et militants, l'enjeu des relations internationales est érigé en clivage de principe de façon foncièrement erronée. Ceux qui mènent la charge en faveur de l'adhésion à la FSM, font parfois preuve d'un manque profond de discernement, induit par le fait qu'ils sont loin d'avoir une vision marxiste-léniniste.

Exemple, un texte à propos du congrès, cosigné par le PRCF et le RC[7]:

« L'opposition entre syndicalisme réformiste et syndicalisme révolutionnaire s'est exprimée surtout sur la question du syndicalisme international. [...] cette volonté des congressistes - exprimée par 300 amendements sur le sujet de la FSM - de travailler avec cette internationale syndicale clairement anti-impérialiste et anticapitaliste [...]. »

Or, d'une, l'affirmation que la FSM incarne des positions antiimpérialistes

et anticapitalistes n'est pas conforme à la réalité; et de deux, la promotion d'une adhésion à la FSM ne constitue ainsi nullement une "opposition entre syndicalisme réformiste et syndicalisme révolutionnaire". Certes, les documents, déclarations, discours, publiés par la FSM incluent régulièrement des dénonciations truffées des mots classe, impérialisme, monopoles, antiimpérialisme etc., mais pour autant que les formulations vont au-delà de la rhétorique formelle, elles relèvent de la fiction réformiste, à la seule particularité près que le réformisme dans les pays dominés par l'impérialisme implique quelques variations dans son expression, comparé au réformisme dans les pays impérialistes dominants.

D'un point de vue général, en témoignent les paragraphes suivants, figurant dans une résolution adoptée par la Conférence européenne de l'Union Internationale de Syndicats de l'exploitation minière, la métallurgie y le métal (UIS-MMM) de la FSM qui s'est tenue à Athènes (Grèce) le 16 avril 2010[8]:

« Pour sortir de cette situation intenable, nous en tant que travailleurs européens sommes confrontés au défi permanent et historique de progresser vers une société basée sur les droits de la classe ouvrière et des peuples, avec les différents processus de transformation sociale qui doivent être menés à bien, en nous opposant énergiquement à ceux qui tentent de faire obstacle à cela.

« Les participants à cette conférence revendiquent le droit du mouvement syndical en Europe à participer et à influencer la conformation d'un nouvel ordre économique et social fondé sur le partage du travail et de la richesse, la justice sociale, libre de toute sorte de discrimination, dans lequel les travailleuses et travailleurs sont créateurs de prospérité et maîtres de leur propre destin, et nous fixons aussi la défense des droits des syndicats et du travail comme priorité permanente. »

Et un cas spécifique, celui du Moyen-

Orient, peut illustrer le caractère défectueux du prétendu "anti-impérialisme"[9]:

« Parallèlement à notre lutte contre les interventions impérialistes, contre les politiques de l'OTAN, des États-Unis, de l'UE et de leurs alliés, la FSM exprime fermement sa solidarité avec les forces progressistes et anti-impérialistes en Turquie, au Liban, en Iran, en Iraq, au Yémen et en Jordanie dans leur lutte pour des droits populaires, du travail, syndicaux et démocratiques.

« Une position ferme et des principes de la FSM a toujours été et sera que ce sont les peuples eux-mêmes - et pas les impérialistes - ceux qui ont le droit de décider de manière libre et démocratique sur leur présent et leur avenir. »

La référence aux "forces progressistes et anti-impérialistes" est quelque peu floue, mais d'autres textes font ressortir clairement de quoi il s'agit. Voici un extrait d'un "Appel de la Fédération générale des syndicats de Syrie à tous les travailleurs et peuples du monde"[10]:

« La Syrie a toujours été l'avant-garde du mouvement de libération nationale dans la région arabe [...] Nous saluons l'attitude des gouvernements et peuples du monde, respectueux des principes éthiques et humanitaires, qui se tiennent à nos côtés, en particulier des peuples et des gouvernements de Russie, de Chine [...]. Ils ont confirmé leur rejet catégorique de toute forme d'intervention réactionnaire impérialiste dans les affaires intérieures des peuples, en particulier du peuple arabe syrien. [...] Les travailleurs et syndicalistes de Syrie appellent les organisations de travailleurs et les organisations syndicales, nationales, régionales et mondiales, à confirmer leur solidarité au nom des travailleurs avec la juste lutte pour les droits légitimes des populations de Syrie concernant leur souveraineté et une vie décente, ainsi que la défense des acquis et des grandes réalisations qui ont été accomplies en Syrie grâce



Les présidents russe, indien, brésilien, chinois et sud-africain au sommet annuel des "BRICS" (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), juillet 2014.



Jacob Zuma, président de l'Afrique du Sud, au 17e Congrès de la FSM, en 2016 à Durban, Afrique du Sud. Dans son intervention d'ouverture il cite le "Manifeste du Parti communiste" en déclarant: "Classe ouvrière du monde, unissez-vous, vous n'avez que des chaînes à perdre."

à la lutte pour la libération nationale. »

Le président actuel de la Fédération générale des syndicats (FGS) est Jamal Al-Kadri (par ailleurs vice-président de la FSM). Son prédécesseur à la FGS était Muhammad Shaaban Azzouz (par ailleurs prédécesseur du président actuel de la FSM, Mzwandile Michael Makwayiba), qui dirige le bureau du Travail du Parti Baath en Syrie.

Qu'est-ce que le "syndicalisme de transformation sociale"

Comme indiqué, la question de la FSM constitue un point de divergence au sein de la CGT entre la direction confédérale et certains militants, mais les critiques exprimées sur divers autres points ne représentent pas toujours

des positions plus valables que celles appliquées officiellement. Les mobilisations des "gilets jaunes" ont fait surgir des attitudes et des actions variées, nourries aussi bien par des syndicalistes de la CGT que des militants de groupes politiques[11]. Certains, reprochant à la CGT de mésestimer les enjeux liés aux "gilets jaunes", font valoir la notion de "syndicalisme de transformation sociale". Par exemple[12]: « La bonne voie, qui doit être la ligne que doit suivre la confédération, est celle de la convergence pour que la CGT puisse jouer son rôle de syndicat de transformation sociale [...]. » Autour de ce "syndicalisme de transformation sociale" règne une confusion considérable, dans la mesure où cette notion tend à être assimilée à une approche se considérant comme "révolutionnaire". En effet, les auteurs de la phrase citée font partie aussi de ceux qui cherchent à justifier leurs interprétations par une référence à Lénine, lequel souligne que « la révolution [...] ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce »[13].

Au sein de la CGT, l'invocation de la "transformation sociale" circule abondamment. C'est le cas notamment pour Info'Com, organisme qui affectionne particulièrement une des interprétations les plus poussées des "gilets jaunes", à savoir le principe du "pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple". Concernant le 52e Congrès, Info'Com a participé à une des démarches contestataires de préparation[14]: « Info'Com-CGT et des dizaines de syndicats CGT ont décidé d'élaborer un texte d'orientation alternatif sur la base des principes de la charte d'Amiens et d'un engagement massif en faveur de la lutte des classes. » Ces syndicats se sont réunis dans une coordination nommée "Notre CGT". Sur le site correspondant, on peut lire[15]:

« Le mouvement populaire vient de réhabiliter le rapport de forces comme unique voie de transformation sociale.

[...] C'est pourquoi, plus que jamais, la CGT doit se mettre à agir ! À côté des Gilets jaunes, nos syndicats doivent engager la mobilisation dans les entreprises au soutien des revendications de hausse des salaires et de nouvelles répartitions des richesses. Dans la révolte sociale qui s'exprime, nous avons notre propre rôle de syndicat révolutionnaire à jouer. Car aucune transformation sociale, économique et politique durable n'aura lieu sans l'action de la CGT dans les entreprises. Aucune augmentation réelle des salaires n'aura lieu sans rapport de forces avec le patronat ! »

Et pour préciser en quoi consisterait le processus de "transformation sociale", le texte d'orientation alternatif présenté par ces syndicats indique notamment[16]:

« La CGT doit faire des propositions concrètes et immédiates d'appropriation collective des moyens de production. »

D'autres groupes critiquant les orientations de la CGT mettent en avant également la "transformation sociale", et pour faire plus "radical" y ajoutent un qualificatif - ce qui n'engage à rien quant à la signification réelle du verbe. Voici le titre d'un commentaire du Front syndical de classe[17]:

« 52e congrès de la Cgt: Approfondissement de la collaboration de classe ou rupture en faveur d'une stratégie de lutte et de transformation sociale anticapitaliste? »

Indépendamment de l'interprétation subjective de la part des "révolutionnaires" de différents bords, la référence à la "transformation sociale" constitue un procédé passepartout qui, à la fois, est dépourvu de sens précis et sert fréquemment à camoufler des orientations réformistes par un terme qui ne soit pas marqué négativement.

Le projet de document d'orientation l'emploi[18]:

« La CGT œuvre à la transformation sociale, pour une société juste et un

monde de paix, pour un modèle social construit avec les femmes et les hommes, conquis par les luttes et la satisfaction des revendications, tant celles du quotidien que celles portant sur la nature même de notre société. [...]

« La liberté de l'action syndicale dans ses différentes expressions est aujourd'hui comme hier importante pour toutes et tous afin de gagner des droits et des conquêtes sociales. Elle doit pouvoir s'ancrer dans des pratiques syndicales libres de toutes contraintes via un syndicalisme de contre-pouvoir, de transformation sociale véhiculant des valeurs de justice, de démocratie, d'égalité, de solidarité et de progrès social. »

Dans le journal de la Filpac-CGT on trouve un exemple frappant des aberrations que le terme de "transformation sociale" peut recouvrir. Le journal introduit le sujet en restant dans les généralités[19]:

« Le syndicalisme de transformation sociale se doit d'être à nouveau cet aimant qui attire à lui l'ensemble du monde du travail par la perspective audacieuse qu'il lui propose, faite de justice sociale, de paix entre les peuples, de préservation de la biodiversité. Il a tous les atouts pour attirer à lui une jeunesse qui veut changer de monde. »

Mais il n'est nullement gêné de relayer dans le même numéro les inepties répandues par Bernard Friot, sociologue en vogue, qui a sa propre interprétation de la "transformation sociale":

« Le syndicalisme de transformation sociale est sur la défensive, ce qui lui a fait perdre une partie de sa légitimité auprès des travailleurs. Les causes sont multiples, [...] la sous-estimation du déjà-là communiste au bénéfice d'objectifs de justice sociale. [...] La mobilisation syndicale est menée sur le partage de la valeur [...]. Dans un capitalisme mondialisé [...] une telle stratégie sociale-démocrate est vouée à l'échec. [...] Il n'y a pas d'autre

chemin que celui de soustraire le travail au capital et de l'organiser sur un mode communiste, comme cela a été commencé avec le statut de la Fonction publique, le régime général de Sécurité sociale, les entreprises publiques nationalisées avec réel droit des travailleurs, toutes institutions alternatives du travail qui sont mises en péril si elles ne sont pas généralisées à toute la production. [...] »

D'autres confédérations, telles que SUD, suivent la même tendance de compter sur un processus de "transformation sociale" entamé dans le cadre de la société capitaliste (sans parler de la CFDT dont il sera question plus loin)[20]:

« La persévérance à se battre sur le terrain et l'encouragement d'un mouvement populaire et massif [les "gilets jaunes"] conduit les équipes de SUD-Industrie à décider localement de leur participation éventuellement "badgée" et affichée, car le syndicalisme de transformation sociale à vocation à construire ici et maintenant les bases d'une autre société, loin des cadres institutionnalisés qui défendent les classes dominantes et les oppresseurs. »

L'argumentation suivante développée au nom d'Ensemble-Front de Gauche est particulièrement instructive, en ce qu'elle expose le concept de "revendications de rupture"[21]:

« Il est d'usage de distinguer deux pôles dans le paysage syndical français. Un premier pôle composé de la CFDT, de la CFTC, de la CFE-CGC et de l'UNSA pour qui le capitalisme est indépassable. Pour ces syndicats, seules les revendications compatibles avec le maintien du capitalisme sont envisageables, ne remettant ainsi jamais en cause le pouvoir patronal. [...] Le second pôle, dans lequel nous retrouvons la CGT, la FSU et l'Union syndicale Solidaires, se réclame de la "transformation sociale", du "changement de société", d'un dépassement possible du capitalisme. Ayant cet horizon, les revendications portées par ces organisations syndicales correspondent aux besoins de la classe sala-

riée et refusent les limites imposées par le capitalisme. [...]

« Nous allons prendre quelques exemples de revendications portées ou qui pourraient être portées par le pôle de "transformation sociale" pour en mesurer leur portée. [...] la Réduction du Temps de Travail (RTT) et la création d'emplois [...]. [...] le terme de sécurité sociale professionnelle [...] comme étant l'exigence adressée au patronat de garantir collectivement les salaires de tout travailleur licencié jusqu'à ce qu'il retrouve un emploi à salaire et qualification équivalents. [...] une couverture à 100 % des frais médicaux par la Sécurité sociale.

« En l'état actuel des choses et compte tenu du niveau de mobilisation sociale, le patronat ne veut pas entendre parler de ces revendications et celles-ci ne font nullement partie d'un quelconque agenda de négociation. C'est ce qui fait d'elles des revendications de rupture au sens où elles constituent un casus belli pour le patronat. [...] Elles sont aussi de rupture dans la mesure où elles préfigurent un au-delà du capitalisme. [...] mais elles contiennent en elles-mêmes une contradiction majeure: elles s'en prennent aux profits des entreprises et ne peuvent vivre que tant qu'il y a des profits à prendre, tant qu'existent des sociétés de capitaux. [...]

« C'est ici que se situe le troisième niveau de la rupture. Elles contestent le profit des entreprises tout en ne pouvant fonctionner que si les entreprises continuent de faire des profits. Il va donc de soi que ce petit jeu est forcément limité dans le temps. Ces revendications portent donc en elles-mêmes le ferment de leur propre anéantissement et ouvrent la voie à un après-capitalisme.

« Il n'est dès lors plus possible de s'en tenir à ces seules revendications de rupture. Elles doivent être accompagnées de revendications donnant de nouveaux pouvoirs aux salariés dans les entreprises leur permettant, dès que cela est possible et s'avère nécessaire, de se débarrasser des action-

naires. »

Cette argumentation ressemble fortement à celle qui constitue un apanage traditionnel pour les trotskistes, lesquels font valoir des "revendications de transition". L'élément crucial dans la citation, c'est l'évocation des "nouveaux pouvoirs" dont devraient disposer "les salariés dans les entreprises". Cela coïncide avec tout ce que peut colporter le PCF dans le sillage des théories promues par Paul Boccard et Philippe Herzog sur les "nouveaux critères de gestion". Mais cela met aussi en lumière l'ambiguïté fatale inhérente à la conception du "pro-gramme de transition" imaginé par Trotsky et qui guide toujours les trotskistes. En effet, ceux-ci se targuent de pousser les travailleurs vers la révolution en formulant des revendications impossibles à satisfaire dans le cadre du capitalisme. Or, de fait, ils se font ainsi complices des réformistes, qui sans scrupules vont jusqu'au bout du raisonnement en réclamant la collaboration de classe au profit de la bourgeoisie.

"Syndicalisme de transformation sociale", versions CFDT / CGT

Pour la CFDT, le "syndicalisme de transformation sociale" revêt un statut de principe fondateur.

En novembre 1964 se constitue la CFDT, par une scission de la CFTC. Elle se rapproche du socialisme et notamment du Parti socialiste unifié (PSU), mené de 1967 à 1974 par Michel Rocard. Vers le milieu des années 1960 avait été entamé un processus de rapprochement entre formations de gauche, en particulier par le PCF et la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) de François Mitterrand. En 1966 est organisé à Grenoble une "rencontre socialiste" à laquelle participent des représentants du PSU et de la CFDT. De ces derniers débats il ressort que l'union de la gauche ne saurait être « réelle et durable que si elle s'appuie sur un programme cohérent de transformation sociale ». Au 35^e Congrès de la CFDT

en 1970, Edmond Maire présente un rapport intitulé "Démocratisation de l'entreprise dans une perspective de transformation sociale et d'autogestion". En 1971, il devient secrétaire général de la confédération, en 1974 il adhère au Parti socialiste. En 1976 la CFDT met en avant le principe que « les luttes sont le moteur de la transformation sociale », ce qui signifie la prééminence des luttes par opposition à la perspective électorale du programme commun de gouvernement de la gauche conclu en 1970 entre PC, PS et Radicaux de gauche. De son côté le PSU adopte à son 8^e Congrès en 1972 un manifeste[22]:

« C'est [...] la volonté collective des travailleurs qui assurera la défaite définitive de la bourgeoisie et la transformation sociale, cette volonté étant constamment alimentée et revigorée par l'expérience des nouvelles responsabilités qu'ils auront arrachées puis exercées. »

En février 1994 se déroulent des "Assises de la transformation sociale", avec la participation entre autre de Michel Rocard, premier secrétaire du PS, Charles Fiterman et André Lajoinie, membres du secrétariat du comité national du PCF, ainsi que Philippe Herzog, membre du bureau national du PCF.

Laurent Berger, secrétaire actuel de la CFDT, souligne[23]:

« Dans une période chahutée, nous tenons notre cap en revendiquant un syndicalisme de transformation sociale. »

Et les Statuts de la CFDT stipulent [24]:

« La confédération fait le choix d'un syndicalisme de transformation sociale dont l'action aboutit à l'acquisition de nouveaux droits individuels et collectifs. »

À la différence de la CFDT, pour la CGT la coutume de parler couramment de "transformation sociale" s'est introduite progressivement.

Au 37e congrès de la CGT en 1969 est adoptée une modification du premier article des statuts. Dans la version en vigueur jusque-là, la première phrase était formulée comme suit: « La CGT régie par les présents statuts a pour but de grouper, sans distinction d'opinions politiques, philosophiques et religieuses, toutes les organisations composées de salariés conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat, et désireux de défendre leurs intérêts moraux et matériels, économiques et professionnels. » À partir de "composées de...", elle fut modifiée comme suit: « ... conscients de la lutte à mener pour défendre leurs intérêts moraux et matériels, économiques et professionnels. S'inspirant dans son orientation et son action des principes du syndicalisme de masse et de classe qui dominent l'histoire du mouvement syndical français, la CGT s'assigne pour but la suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échange. » Au 45e congrès en 1995, la formulation devint: « La Confédération Générale du Travail est ouverte à tous les salariés, femmes et hommes, actifs, privés d'emploi et retraités, quels que soient leur statut social et professionnel, leur nationalité, leurs opinions politiques, philosophiques et religieuses. Son but est de défendre avec eux leurs droits et intérêts professionnels, moraux et matériels, sociaux et économiques, individuels et collectifs. Prenant en compte l'antagonisme fondamental et les conflits d'intérêt entre salariés et patronat, entre besoins et profits, elle combat l'exploitation capitaliste et toutes les formes d'exploitation du salariat. C'est ce qui fonde son caractère de masse et de classe. »

Pour nous, marxistes-léninistes, il est évident que la suppression de la référence à "la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat" signifie l'abandon ouvert de l'objectif de renverser le pouvoir de la bourgeoisie. Cependant, c'est à dessin que le courant réformiste tel que le représentent la CGT et le PCF maintient des phra-

séologies tortueuses pour embrouiller les esprits et s'efforce ainsi de maintenir l'illusion que l'action réformiste pourrait aboutir progressivement à un changement de société. C'est en cela qu'il se différencie du réformisme social-démocrate ordinaire appliqué par la CFDT, qui prétend simplement d'apporter des améliorations à la vie de des salariés.

Concernant la teneur du projet de document d'orientation présenté au 52e congrès de la CGT, on constate qu'il y a un rapport étroit avec le 38e congrès du PCF tenu l'année dernière. Depuis longtemps, c'est le PCF qui fournit les réflexions pseudo-théoriques qui sous-tendent aussi l'orientation de la CGT. D'une part, le document d'orientation adopté laborieusement par le PCF expose tout un galimatias qui prétend avoir pour sujet la réalisation du communisme:

« Le communisme est le processus par lequel les hommes et les femmes dépassent le capitalisme [...]. Il vise une transformation radicale de notre société pour une société de partage des richesses, mais aussi des pouvoirs, des savoirs et des rôles: une société sans classes, sans guerres, dépassant les nations; une société où exploitation et aliénations sont abolies. En cela le communisme s'oppose radicalement au capitalisme, et à son idéologie, le libéralisme. [...]. »

Le terme de "dépassement" est un des éléments centraux des manipulations de langage, qui veulent faire croire que l'abandon du terme "abolition" n'élimine pas l'objectif de renverser le pouvoir de la bourgeois.

D'autre part, au-delà de la question des statuts, la tradition "théorique" apportée par le PCF explique aussi la présence des thèmes que sont le "numérique", le "nouveau statut du travail salarié" et la "sécurité sociale universelle". Extraits du document d'orientation adopté par le 38e congrès:

« Avec les débuts de la révolution technologique informationnelle et ses

exigences de partage, la perspective d'aller "au-delà" du marché capitaliste prend un caractère plus concret. [...] Il s'agit de dépasser l'enfermement de chacune et chacun dans les aliénations d'un travail, d'une consommation et d'une vie sociale dominées par une production au service de la marchandisation et de l'accumulation, qui détruit les êtres humains et la nature; et, en dépassant la soumission des activités à l'accumulation capitaliste, de faire avancer une efficacité sociale pour le droit au bonheur de chacune et chacun. [...]

« Notre proposition doit alimenter un grand débat au regard des propositions de salaire à vie, revenu universel ou Sécurité sociale professionnelle, suscité par la crise du marché du travail; [...] Nous voulons avancer vers une sécurité d'emploi et de formation permettant à chacune et chacun de conjuguer mobilité choisie et sécurité accrue de ses revenus et de ses droits. [...]

« Nous avons l'ambition d'un haut niveau de sécurité sociale dans la continuité et la modernité du programme du Conseil national de la Résistance (CNR). [...] Ce combat pour l'émancipation humaine passe par un nouvel élan nécessaire pour une Sécurité sociale du XXI^e siècle. »

Dans les débats au sein de la CGT, il faut donc être attentif à éclaircir les idées en rapport avec la fausse radicalité du "syndicalisme de transformation", d'autant plus qu'intervient à ce sujet l'épineuse question du rapport entre action syndicale revendicative et action politique.

La persistance du "syndicalisme révolutionnaire"

Si donc la référence à la "transformation sociale" couvre ainsi un large éventail d'attitudes péchant par un manque de clarté, elle a un sens historique identifiable que lui confère la motion adoptée le 13 octobre 1906 par le 9^e Congrès national de la Confédération générale du travail, réuni à Amiens (qu'on appelle selon une cou-

tume établie ultérieurement la "Charte d'Amiens"). À l'époque coexistaient au sein de la CGT trois orientations. L'une était la tradition blanquiste/anarchiste, incarné par les tenants de l'indépendance syndicale qui en faisaient une véritable idéologie syndicaliste: celle de l'action directe conduite par les organisations des prolétaires sur les lieux même du travail, devant déboucher un jour ou l'autre sur une grève générale révolutionnaire et expropriatrice de la bourgeoisie. À l'opposé se trouvaient ceux qui se rattachaient au Parti socialiste SFIO, parti représenté principalement par Jules Guesde. Entre les deux, se situaient les partisans d'une conquête de réformes immédiates. La charte d'Amiens résulte d'un compromis entre "révolutionnaires" et "réformistes" contre les syndicalistes qui concevaient l'action de la CGT en lien avec le Parti socialiste. Elle attribue au syndicat un rôle à la fois fondamental et spécifique: « la CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat », et « afin que le syndicat atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale ». D'une part, "la disparition du salariat et du patronat" est l'objectif propre du syndicat, c'est à dire des syndicalistes; d'autre part les "écoles politiques" sont écartées du champ syndical, et les travailleurs agissant sur ce terrain syndical "n'ont pas à se préoccuper" de ceux qui par ailleurs poursuivent une quelconque "transformation sociale". L'allusion aux "partis et sectes" vise la SFIO mais aussi les groupements anarchistes.

À l'époque cette conception du syndicat comme acteur autonome par rapport aux partis politiques était élaborée et assumée consciemment par ses partisans. Depuis, le mouvement ou-

vrier, durant certaines phases de son développement, a réalisé au contraire de grandes victoires sur la base d'une combinaison organique entre la formation de partis communistes d'avant-garde de la classe ouvrière, et le déploiement de l'action syndicale impulsée et guidée par ces partis. Puis, les menées contrarévolutionnaires des révisionnistes rejoignant l'oeuvre de sabotage des réformistes, ont conduit à la situation que nous connaissons actuellement en France, comme ailleurs. Le désarroi que nous observons chez de nombreux militants est un symptôme de cette situation: le "syndicalisme révolutionnaire" s'insinue sans être assumé consciemment, du fait de la dégénérescence flagrante des forces politiques - en premier lieu le PCF - qui autrefois pouvaient encore se réclamer tant bien que mal de la filiation remontant à l'Internationale communiste.

On remarque toutefois que la direction confédérale de la CGT, elle, n'incline pas vers le syndicalisme révolutionnaire. Clémentine Autain, membre de La France Insoumise, a entamé dernièrement une tentative de remédier aux faiblesses des forces politiques de gauche. Elle a clairement fait connaître le sens de sa démarche [25]:

« Moi, je veux rassembler dans les luttes et dans les urnes [...] Beaucoup de gens luttent au quotidien et ne se retrouvent pas dans nos espaces politiques. [...] La colère est là: il y a bien des gens qui ne veulent ni des néolibéraux ni des néofachos mais, pour l'instant, ils sont à distance de la politique institutionnelle. C'est ce fossé-là qu'il faut combler. »

Philippe Martinez semble accorder de l'intérêt à cette initiative. Il a participé au rassemblement organisé fin juin dans ce cadre, et s'est exprimé à cette occasion comme en d'autres, en déplorant à la fois un manque de soutien de la part de la gauche parlementaire, et le fort taux d'abstentionnisme aux élections. Ainsi il rejoint l'affirmation qu'il faut "comblé le fossé" entre

"les gens qui luttent" et "la politique institutionnelle".

La perspective d'édifier le parti d'avant-garde implique la tâche d'inclure dans le champ de propagande et d'action l'ensemble des problèmes générés par la société capitaliste, et de s'adresser à l'ensemble de ceux qui d'une manière ou d'une autre s'opposent aux conséquences négatives que leur fait subir le pouvoir de la bourgeoisie. Mais la réalisation des tâches qui découlent de l'objectif fondamental - la révolution prolétarienne - se fera selon un échelonnement dans le temps. En l'état actuel des organisations marxistes-léninistes en France, nous ne sommes pas en mesure d'exercer ne serait-ce partiellement un rôle de direction à l'égard de la classe ouvrière. Il serait donc tout à fait prématuré de vouloir étendre notre champ d'action de façon inconsidérée. Cela reviendrait à abandonner la conception matérialiste en ce qui concerne le rôle central de la classe ouvrière - de la classe ouvrière existant non pas seulement en soi mais qui, pour jouer ce rôle, doit atteindre la conscience de classe pour soi. Des groupes de militants communistes, même plus nombreux que les cercles restreints existants mais guidés uniquement par leur volonté propre, ne peuvent pas se substituer à la classe ouvrière dans ce rôle en faisant abstraction des conditions subjectives limitées qui prévalent actuellement en ce qui concerne les travailleurs.



Maurice Thorez à la tribune, lors du 1er mai 1937, à Paris

**Agir en tant que
classe contre classe
en suivant une politique
indépendante de la bourgeoisie**

Parler de lutte de classe et en même temps prétendre que la solution peut se trouver dans le cadre de la société capitaliste, revient à maintenir la classe ouvrière prisonnière d'une illusion, donc à la condamner à l'impuissance. La vision proposée par le document d'orientation de la CGT signifie que la classe ouvrière n'aurait pas d'autre choix que d'accepter cette société. Toutefois, tandis que la CFDT pratique le réformisme sans ambiguïté et sans hésitation, au sein de la CGT les discours et les pratiques sont multiformes. L'influence d'une variété d'organisations d'extrême gauche est présente, et même la vision marxiste-léniniste peut s'y exprimer. Il n'empêche que Philippe Martinez, lui aussi, peut déclarer que « le syndicalisme est par essence réformiste »[26].

Quoi qu'il en soit, la lutte des travailleurs, de la classe ouvrière globalement au niveau national n'est pas guidée aujourd'hui convenablement par une ligne politique-syndicale cohérente. La quasi-inexistence d'organisations communistes authentiques au sein de la classe ouvrière va de pair avec la tendance à l'inhibition dont souffre la prise de conscience de classe parmi les travailleurs. Cette réalité ne change rien au fait que le travail au sein des syndicats doit être mené inlassablement par les militants marxistes-léninistes.

Le déploiement de la lutte économique est dans la nature du conflit entre capital et travail, elle est son expression la plus immédiate, qu'elle soit spontanée ou organisée. Nous les communistes n'inventons pas le conflit, nous intervenons à partir de la réalité pour tenter d'orienter l'action selon notre point de vue politique. Mais cette réalité est surtout caractérisée par la domination de la bourgeoisie, et les conflits économiques, quand ils débordent implicitement ou explicitement sur le terrain politique, ne débouchent pas en elles-mêmes sur des luttes conformes aux enjeux posés du point de vue de la classe ouvrière comme classe pour soi. D'une façon ou d'une autre le cours des événements est

toujours influencé par le contexte caractérisant à un moment donné le champ de bataille dans son ensemble. On dit qu'actuellement le recours au réformisme ne constitue plus une méthode valable pour la bourgeoisie, dans la mesure où la situation de crise économique fait qu'elle n'a plus les moyens de mettre en œuvre une politique réformiste sans renoncer à son objectif de réaliser des profits. C'est effectivement un élément qui compte, mais d'un autre côté on se tromperait en considérant que la bourgeoisie se soit dans le passé laissée entraîner à un "partage des richesses" simplement parce qu'elle avait "les moyens". Après la 2e guerre mondiale, elle a accepté de manœuvrer temporairement en rapport avec la création du Conseil national de la résistance et le programme adopté par celui-ci, mais ses motivations étaient liées au contexte politique général et au rapport de forces entre classe capitaliste et classe ouvrière en France ainsi que, surtout, à l'existence du pouvoir du prolétariat édifiant le socialisme en URSS. Aujourd'hui comme dans le passé, les travailleurs doivent lutter pour obtenir des améliorations de leurs conditions de travail et de vie. Mais du point de vue de la lutte de la classe ouvrière, l'évolution historique a conduit à une détérioration des facteurs objectifs et subjectifs. Les communistes doivent évaluer correctement cette situation et déterminer leur action en correspondance, sur la base du marxisme-léninisme.

Le document d'orientation de la CGT se préoccupe de « la place que le syndicalisme doit (re)conquérir pour aider les salariés à reprendre la main »[27]. Il affirme que « nous devons prendre toute notre place pour engager un processus de renouveau démocratique en dehors duquel il n'est pas de progrès social possible. » De telles phrases sont creuses face à la réalité du capitalisme, qui s'enfoncé dans un marasme ponctué par une succession de crises quasi permanentes. Le syndicalisme ne peut pas conquérir la "garantie" d'un "ensemble de droits fondamentaux" sous le règne du capitalisme. Certes, il faut de toute façon engager des luttes politiques prenant une dimension nationale. Mais les résultats positifs éventuellement réali-

sés resteraient sous la menace d'être annihilés sous peu. Le fond du problème est la question du pouvoir, c'est-à-dire le nécessaire remplacement du pouvoir de la classe capitaliste, la bourgeoisie - par le pouvoir de la classe ouvrière, le prolétariat.

La conscience de classe peut se développer sous la direction d'une organisation politique (le parti communiste), laquelle à partir des luttes existantes cherche à stimuler le dynamisme dans la classe ouvrière, en s'orientant vers les secteurs les plus avancés tout en s'efforçant à développer l'organisation et l'unité dans l'action de la classe dans son ensemble. Il ne s'agit pas de viser à atteindre l'unité idéologique dans l'absolue, mais de propager l'influence du communisme, de former les avant-gardes de la classe au sujet de la nature du capitalisme, notamment la question de la plus-value comme corolaire de la création de valeur, c'est-à-dire l'exploitation de l'homme par l'homme dans un rapport entre une classe exploiteuse et une classe exploitée.

La critique du réformisme constitue un élément indispensable du travail des communistes sur les plans idéologique, politique et organisationnel, ayant pour objectif la prise du pouvoir par le prolétariat. Pour une organisation marxiste-léniniste, la critique du réformisme du point de vue théorique est nécessaire dans le cadre de l'élaboration de son orientation. Partant, elle sert à convaincre des militants à s'engager dans l'activité de l'organisation. Toutefois, la lutte contre l'influence du réformisme dans la classe ouvrière ne peut pas se contenter d'exposer cette critique théorique devant les travailleurs. En dehors d'une perspective de travail au sein de la classe ouvrière cette critique ne peut aboutir à des résultats concrets, pratiques. Il incombe aux militants organisés de définir à partir des réflexions théoriques la propagande et l'action revendicative de façon appropriée, sous l'angle de deux aspects liés: l'objectif est d'aider les travailleurs à obtenir des victoires partielles mais effectives dans la lutte contre les effets concrets de l'exploitation capitaliste; mais il faut constamment se démar-

quer des procédés utilisés par les réformistes pour tromper les travailleurs.

Une comparaison entre la CFDT et la CGT fait ressortir deux méthodes différentes. La tactique de la CFDT consiste à faire en sorte d'obtenir un minimum de résultats positifs, en louvoyant constamment vis-à-vis des employeurs, et aussi des gouvernements, de façon à apparaître comme constructive aux yeux des capitalistes et de leur pouvoir, tout en marchandant des concessions minimales qu'elle puisse faire valoir devant les travailleurs. On sait que régulièrement cela conduit à ce que la CFDT soit obligée à faire des appels de pied à peine dissimulés aux employeurs, quand ceux-ci se montrent trop rigides et risquent de faire coïncider le mécanisme de collusion. Les antécédents historiques de la CGT font qu'elle garde une approche tant bien que mal tournée vers la lutte de classe. Comparé à la CFDT elle représente un réformisme grandiloquent. La méthode consiste à jouer sur plusieurs tableaux en même temps. Elle promeut des revendications concrètes authentiques, qu'elle peut appuyer de façon plus ou moins combattive. Mais pour entraîner les travailleurs à l'action, elle développe des arguments du type "les moyens existent", et elle y accole des propositions réformistes de portée sociale globale.

Pour contrer ces influences réformistes, une attitude diversifiée est nécessaire. Vis-à-vis de la CFDT, il faut autant que possible dépasser les limites qu'elle tente d'imposer à la portée des revendications sans pour autant se laisser entraîner à la surenchère, et il faut démasquer ses accointances avec les employeurs. Vis-à-vis de la CGT, il faut en premier lieu censurer les envolées réformistes (nationalisations, réindustrialisation, etc.), ce qui implique en particulier de préserver l'autonomie dans la fabrication des moyens de propagande (tracts, etc.)[28]. L'écueil plus difficile à contourner est celui des argumentations trompeuses quant à la possibilité de gagner.

Au bout du compte, la seule façon de



progresser vers l'objectif de la révolution, est de mettre les travailleurs en situation de regarder la dure réalité en face dans tous ses aspects, au-delà des difficultés immédiates au quotidien. Un des éléments de la nocivité du réformisme consiste dans son effort à masquer à quel point la bourgeoisie, détentrice de tous les leviers de l'appareil d'état, est en mesure de garder la maîtrise de la situation. Toutes les soi-disant "réformes" des trente dernières années ont été adoptées et mises en pratique moyennant les organes politiques (la dite "démocratie parlementaire"), les instances bureaucratiques de l'administration, en brisant les résistances par l'intervention des "forces de l'ordre" (police, armée, tribunaux). Néanmoins, la volonté spontanément

ressentie de bon nombre de travailleurs et de "gilets jaunes" d'en découdre avec les représentants du "système", du président de la République jusqu'aux policiers, ne peut modifier substantiellement le rapport de forces dans la lutte de classe. Il faut pour cela remettre à nouveau la classe ouvrière en capacité de jouer son rôle révolutionnaire, basé sur sa place dans les rapports de production capitalistes. Il faut reconstruire le parti communiste, marxiste-léniniste, avant-garde de la classe ouvrière.

Les difficultés à affronter lors du moment décisif, de l'instauration du pouvoir révolutionnaire, seront immenses. Mais on ne peut s'acheminer vers la victoire si l'on craint d'assumer toutes les implications de cet objectif.

Notes

1. Nous avons déjà traité ce sujet dans la Voix des Communistes.

"Le Nouveau Statut du Travail salarié - Un projet illusoire de capitalisme à visage humain", n° 2, décembre 2009.

"Le Nouveau Statut du Travail salarié (2) - Négation de la classe ouvrière et de la lutte de classe", n° 3, juillet 2010.

2. <https://fr.calameo.com/read/004629183d2e80d5533c6>

3. Point 21.

4. Point 66.

5. Point 62:

6. Par exemple:

Charles Hoareau (ANC): " Le 52ème congrès, la CSI, la FSM et nous", 21 mai 2019.

<http://ancommunistes.fr/spip.php?article1328>

7. "Regard d'organisations communistes sur le 52e Congrès de la CGT", juillet 2019.

https://www.initiative-communiste.fr/wp-content/uploads/2019/07/2019_08_07_congrescgt.pdf

8. <http://www.wftucentral.org/decision-of-the-european-conference-of-tui-metal-held-in-athens-on-april-16th-2010/>

9. "Communiqué de la FSM sur la Syrie et le "nouveau Moyen-Orient"", Athènes, 5 juillet 2018.

<http://www.wftucentral.org/communiquede-la-fsm-sur-la-syrie-et-le-nouveau-moyen-orient/>

10. "Syria: Call of the GFTU to all the workers and people of the world", 12 septembre 2013.

<http://www.wftucentral.org/syria-call-of-the-gftu-to-all-the-workers-and-people-of-the-world/>

11. "Les "gilets jaunes" et les tâches des communistes marxistes-léninistes", La Voix des Communistes, n° 25, mars 2019.

12. Chantiers Actu, Journal du Rassemblement communiste, n° 10, décembre 2018.

http://cercles.communistes.free.fr/rcc/publi/tracts/2018_12_25_chantiersactu10.pdf

13. "Des communistes dans et hors du PCF prennent la parole", février 2019.

http://www.collectif-communiste-polex.org/mouvement_communiste/declaration_comm.php

À sujet des positions de Lénine, nous avons présenté notre analyse dans l'article "Au sujet de certains aspects des révolutions russes de 1905 et 1917", La Voix des Communistes, n° 25, mars 2019.

14. <https://www.infocomcgt.fr/preparons-le-52e-congres-de-la-cgt/>

15. <https://www.notrecgt.fr/>

16. <https://www.infocomcgt.fr/wp-content/uploads/2019/03/DOC-ORIENTATION-CGT-LW.pdf>

17. <http://www.frontsyndical-classe.org/2019/05/52e-congres-de-la-cgt-appfondissement-de-la-collaboration-de-classe-ou-rupture-en-faveur-d-une-strategie-de-lutte-et-de-transforma>

18. Points 1 et 214.

19. Impac, Journal des travailleurs des industries du livre, du papier et de la communication CGT, n° 178, mars-avril 2019.

<https://www.filpac-cgt.fr/wp-content/uploads/2019/04/impac178.pdf>

cf. <https://www.filpac-cgt.fr/wp-content/uploads/2019/03/impac177.pdf>

20. https://www.syllepse.net/syllepse_images/gilets-jaunes--des-cles-pour-comprendre.pdf

21. <https://www.ensemble-fdg.org/content/syndicalisme-de-rupture-ou-de-transformation-sociale>

22. "Manifeste du Parti Socialiste Unifié. Contrôler aujourd'hui pour décider demain"; Paris, Tema-Éditions, 1972.

23. "Entretien. Laurent Berger (CFDT) : « Ça ne sert à rien de rompre le dialogue »"; Ouest-France, 4 juin 2018.

<https://www.ouest-france.fr/economie/syndicats/cfdt/cfdt-laurent-berger-demande-plus-de-justice-sociale-au-gouvernement-5803362>

24. https://www.cfdt.fr/upload/docs/application/pdf/2018-07/statuts_de_la_cfdt.pdf

(Statuts de la CFDT modifiés au 49e congrès confédéral de juin 2018.)

25. Regards, 5 juin 2019.

<http://www.regards.fr/la-midinale/article/clementine-autain-je-ne-veux-pas-d-un-cartel-electoral-je-veux-federer-dans-la>

26. https://www.lemonde.fr/politique/article/2015/09/21/philippe-martinez-le-syndicalisme-est-par-essence-reformiste_4765507_823448.html

27. Point 66.

28. Exemple: Tract CGT, "Pour un Smic à 1800€, il est urgent d'agir" (7 janvier 2019).

Parmi les demandes, celle de "répartir justement les gains de productivité pour favoriser la croissance et l'emploi".

https://www.cgt.fr/sites/default/files/2019-01/20190108_Smic1800_Tract_SR_CA.pdf

SUR LA VIOLENCE

Les gilets jaunes à travers leur mobilisation confuse mais résolue contre le gouvernement Macron ont vu au fil des samedis de mobilisation nationale se déchaîner contre eux les violences du pouvoir bourgeois, de l'État et de sa police. Les chiffres illustrent bien ce constat de violence de la part des forces de l'ordre puisque l'on dénombrait déjà près de 2500 blessés dont 24 éborgnés et 5 ayant eu une main arrachée chez les manifestants au mois de mai dernier. A la même date le ministère de l'Intérieur avançait pour sa part le chiffre de 1797 blessés dans ses rangs [source AFP/France info].

Ces violences de part et d'autre ont été l'occasion de vives réactions. D'un côté la bourgeoisie qui s'indigne unanimement des violences des manifestants et qui les qualifie « d'impardonnables », « d'irresponsables », « atteinte à la République » etc. ... Manœuvre visant dans un premier temps à délégitimer le mouvement, le réduisant à une émeute de casseurs extrémistes de tous bords, et dans un second temps à légitimer la violence exercée par le pouvoir d'état, que ce soit de façon directe par l'intervention des "forces de l'ordre" ou indirectement par l'imposition de toutes sortes de contraintes juridiques et matérielles, comme étant de facto nécessaire au maintien de la République et de l'État de droit.

Du côté des manifestants on accuse à juste titre la police d'exercer une répression violente du mouvement, afin de mater les manifestants et pour faire cesser les manifestations. Cependant si quelques groupes gauchistes et anarchistes mais aussi fascistes bien que marginaux revendiquent la violence comme moyen d'action politique, la violence reste condamnée de manière générale par l'ensemble des composantes des gilets jaunes ainsi que par l'ensemble des partis réformistes à la remorque des gilets jaunes qui condamnent la violence en générale.

Telles sont les positions sur la violence qui ont

nourri le débat public depuis le début des mobilisations des gilets jaunes. Ces positions



Nice, 23 mars 2019. Au sol, blessée, Geneviève Legay, à laquelle Emmanuel Macron souhaite "une forme de sagesse", considérant qu'elle aurait dû avoir "un comportement responsable".

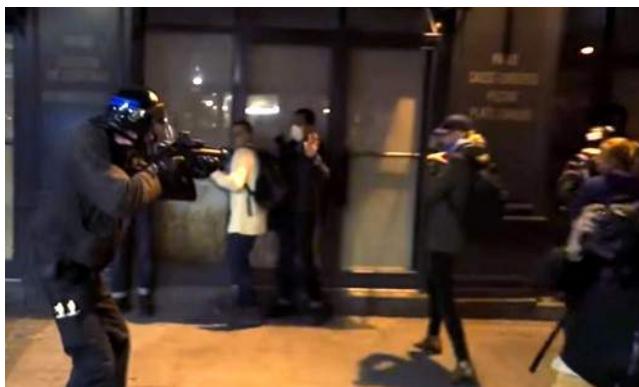
bien que peu approfondies et partielles n'en restent pas moins nuisibles pour le mouvement ouvrier dans son ensemble et nous nous devons en tant que marxistes-léninistes de les démonter en profondeur.

La nécessaire existence de la violence sous le régime de l'État de classe

Tout d'abord il nous faut revenir à l'essentiel, le rôle de la violence dans l'histoire et les raisons objectives de son existence. La violence dans notre cas est issue des contradictions de classe de la société capitaliste où une minorité de capitalistes exploite la force de travail d'une majorité de travailleurs salariés, le prolétariat. Cette exploitation bien que masquée du prolétariat par la bourgeoisie capitaliste est à l'origine de la lutte de classe entre deux classes antagonistes aux intérêts irréconciliables. Le prolétariat est la classe ascendante de la société dont le rôle historique est de se libérer de ses chaînes en renversant le capitalisme et l'explo-

tation de l'homme par l'homme. La bourgeoisie pour maintenir son pouvoir remis en cause dispose et utilise toutes les armes à sa disposition qu'elles soient politiques économiques, militaires etc. ...

La police est une de ses armes. Aussi la violence ainsi que les violences policières de la part de



Lanceur de balles de défense LBD40 - utilisation visant la tête.

l'État ne sont pas nouvelles. Elles correspondent au niveau de la lutte des classes, à un climat social, à des mouvements revendicatifs populaires voire prolétariens qui remettent en cause les intérêts immédiats de la classe dominante, si ce n'est le système capitaliste tout entier.

Les contradictions de classe qui sont à l'origine de ces violences leur donnent de fait un caractère de classe.

La violence politique à notre époque est donc liée au mouvement d'émancipation de la classe ouvrière. Dans l'histoire, à chaque fois que le pouvoir de la bourgeoisie a été mis en danger de manière sérieuse la bourgeoisie a toujours écrasé le prolétariat par la violence. Depuis

1848 en passant par la Commune de Paris - qui en est l'exemple le plus tragique - le Front Populaire en 1936, les grèves de 1947, 1968, 1983, 1995, 2006, 2010, 2018-19 ; à chaque fois bien qu'à des degrés différents d'intensité, l'État bourgeois à toujours utilisé la force contre les travailleurs et les étudiants en lutte.

Mais si les communistes dénoncent la violence de l'État bourgeois contre le mouvement ouvrier nous ne condamnons pas la violence de manière générale. La lutte de classe, la lutte du prolétariat pour le renversement du système capitaliste impérialiste nécessite l'utilisation de la violence face à la bourgeoisie qui comme nous le voyons chaque jour un peu plus ne cède rien d'autre que ce que l'on sait lui prendre de force. Dès maintenant, face à la violence exercée par le pouvoir bourgeois et les capitalistes, les travailleurs ne doivent pas se laisser enfermer dans une attitude pacifique, sous prétexte que la violence serait immorale, indigne de l'être humain. La violence est indispensable afin de contrecarrer au jour le jour le poids de l'exploitation et de l'oppression capitaliste, de repousser les attaques massives telles que le remodellement profond du code de travail, et au bout du compte pour que la classe ouvrière impose son propre pouvoir d'état.

Ce n'est qu'ainsi que pourront être éliminées jusqu'à la racine l'exploitation et l'oppression indissociablement liées aux rapports de production capitalistes.

Les expériences historiques sont nombreuses à montrer que la bourgeoisie, quand elle sent sa domination menacée, n'hésite pas à avoir recours à la violence destructrice massive et aux atrocités les plus abominables, comme en Indonésie en 1965 ou au Chili en 1973. Et ce type d'événements fait ressortir le fait que face au prolétaires de tous les pays, la classe capitaliste constitue la classe dominante au niveau mondial. En effet, dans les cas cités comme dans d'autres, les grandes puissances impérialistes viennent au secours, où que ce soit, pour mettre en échec les travailleurs et les masses opprimées qui luttent pour réaliser leurs aspirations.

Le cas du Chili est un bon exemple de la dangerosité des illusions sur le parlementarisme et la prise du pouvoir « démocratique » et sans violence. La conservation des institutions ainsi que celle des cadres de l'État et de l'armée a permis



11 septembre 1973: coup d'état au Chili, début d'un régime de dictature ouverte, maintenu jusqu'en 1989.

tés de classe d'une bourgeoisie revancharde ayant perdu le pouvoir politique mais pas encore totalement cessée d'exister. La différence majeur consiste en ce que sous la dictature du prolétariat la violence ne s'exerce plus de la



à la bourgeoisie avec l'aide de l'impérialisme de renverser le président Allende, d'écraser les travailleurs et d'instaurer la terreur fasciste.

De la même manière, lorsque le prolétariat parvient à se hisser au pouvoir et instaure le régime de dictature du prolétariat, cette dernière n'est qu'un moyen d'exercer la violence contre les ennemis de classe du prolétariat jusqu'à leur disparition complète. En effet sous le so-



Indonésie, novembre 1965. Le mois précédent, le général Soeharto s'est emparé du pouvoir. Un groupe de jeunes armés de lances de bambou et de haches accompagne une patrouille de l'armée pour rechercher le dirigeant communiste D. N. Aidit et ses partisans. Aidit sera assassiné.

cialisme, l'État bien que socialiste et prolétarien reste un État de classe en ce sens que le socialisme ascendant doit faire face aux velléi-

bourgeoisie exploiteuse sur le prolétariat, elle n'a plus un rôle réactionnaire de maintien de l'oppression de classe mais joue un rôle émancipateur pour les travailleurs c'est-à-dire l'immense majorité de la population.

Aussi les communistes marxistes-léninistes considèrent la violence comme utile et nécessaire, progressiste lorsqu'elle sert le mouvement ouvrier, lui permet d'arriver à ses buts stratégiques, mais aussi nocive et réactionnaire lorsqu'elle sert la bourgeoisie à maintenir le pouvoir du capital. Comme on le voit la violence pour les marxistes-léninistes s'apprécie de manière dialectique et non pas comme une chose en soi qui serait soit bien soit mal en toutes situations et sur laquelle il faudrait se positionner une fois pour toute.

Ce genre d'appréciation simpliste et idéaliste constitue le principal piège dans lequel la bourgeoisie et les forces à sa remorque tentent de jeter le mouvement ouvrier révolutionnaire. La conception idéaliste de la violence telle qu'elle est véhiculée par les intellectuels bourgeois de quelque bord qu'ils soient sert les intérêts de la bourgeoisie car soit elle condamne la violence purement et simplement soit elle la justifie comme une fin en soi.

Dans le premier cas on interdit la prise du pou-

voir révolutionnaire du prolétariat, celle-ci étant nécessairement violente. Elle est de facto condamnable et inacceptable de la même manière que toutes les violences adjacentes au mouvement ouvrier et à la lutte de classe. Ainsi le pouvoir de la bourgeoisie est protégé du prolétariat qui doit apprendre à être « raisonnable ». Ce genre de rhétorique fonctionne lorsque la conscience de classe du prolétariat est très basse.

Dans le deuxième cas, la violence est devenu nécessité pratique et politique pour la bourgeoisie et son pouvoir. Le capitalisme mis en danger par la lutte de classe des travailleurs ou en crise face à ses propres contradictions use et abuse de la violence et plus particulièrement de la violence de classe. Dans ce cas les intellectuels de la bourgeoisie invoquent la violence comme le dernier recours pour préserver « l'ordre » qui au gré de l'histoire est tantôt religieux, raciale, économique... mais toujours bourgeois.

Les récentes lois relatives à l'état d'urgence dans notre pays ainsi que la dernière loi dite

anticasseurs ne font que confirmer que malgré une relative faiblesse du mouvement ouvrier en France, qui provient de son absence de conscience politique de classe et de l'inexistence de ses organisations politiques et syndicales propres, les contradictions du capitalisme et les troubles qu'elles engendrent sont toujours là. Et cette menace est prise très au sérieux par la bourgeoisie qui cherche à s'en prémunir par tous les moyens.

Bien entendu pour elle le mieux est d'entretenir la paix sociale, mais elle en a de moins en moins les moyens. La force violente aussi bien dans les discours que dans la pratique devient donc le moyen de prédilection de la bourgeoisie capitaliste pour maintenir son pouvoir sur les travailleurs.

Seule l'édification de la société communiste éliminera les causes fondamentales de la violence: la division en classes sociales et l'exploitation de l'homme par l'homme.

A bas le capitalisme

A bas la terreur de la bourgeoisie !

Nos Brochures

- LE PROCESSUS DE RESTAURATION DU CAPITALISME EN URSS APRÈS LA PRISE DU POUVOIR PAR LES RÉVISIONNISTES KHROUCHTCHÉ-VIENS Par Bill BLAND

- CONTRIBUTIONS A L'ANALYSE DU PROCESSUS DE RESTAURATION DU CAPITALISME EN URSS

- LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DE L'OUVRAGE DE STALINE « LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES DU SOCIALISME EN URSS » - Bill Bland 1994



Et les classiques du ML :Marx, Engels, Lénine, Staline à télécharger sur notre site

L'IMPÉRIALISME AUJOURD'HUI

Adopter une orientation révolutionnaire marxiste-léniniste

Dans le cadre du système capitaliste impérialiste, deux classes s'opposent comme ennemis antagoniques : la classe capitaliste et la classe ouvrière. La lutte entre elles se déroule à la fois à l'intérieur de chaque état, mais aussi sur le terrain international, indépendamment des frontières nationales. De multiples affrontements se produisent, aiguïsés sous l'effet de la concurrence pour la domination que se livrent les grandes puissances impérialistes. Or parmi les communistes marxistes-léninistes, de nombreuses positions erronées se manifestent, qui ont une influence négative considérable en ce qui concerne le développement des luttes menées par le prolétariat et les masses opprimées contre l'exploitation capitaliste que mettent en œuvre les forces de l'impérialisme. Nous nous efforçons de critiquer régulièrement les erreurs en question, en rapport avec des situations concrètes. Parmi les aspects visés, se trouvent notamment: l'illusion que des pays dominés par l'impérialisme puissent, au moyen d'une politique appropriée, se soustraire à cette dépendance; la confusion introduite en assimilant le terme d'impérialisme à un groupe restreint de quelques grandes puissances, voire une seule qui serait le maître du monde; l'absence de compréhension en ce qui concerne les notions de libération nationale et de souveraineté nationale; des distinctions entre différents types de bourgeoisies - impérialiste, comprador, nationale - qui ne correspondent pas à la réalité.

Il ne suffit pas de se démarquer au cas par cas de telles interprétations. Pour éliminer les effets nocifs qu'elles engendrent à l'égard de la lutte contre l'impérialisme, pour la révolution prolétarienne, il est nécessaire de mettre en évidence, d'un point de vue général, les éléments inhérents à la base économique du système impérialiste pour autant qu'ils déterminent les enjeux mentionnés.

Friedrich Engels écrit en 1895 [1] :

« La cinquième section du Livre III [du Capital] et en particulier le chapitre XXVII nous montrent quelle est la place que la Bourse occupe dans la production capitaliste. Mais depuis 1865, date à laquelle le livre fut rédigé, des changements sont survenus qui assignent aujourd'hui à la Bourse une importance accrue et toujours grandissante; ces changements tendent, à plus longue échéance, à concentrer entre les mains des bourgeoisiers toute la production industrielle et agricole, l'ensemble des communications, aussi bien des moyens de transport que des organes d'échange, de sorte que la Bourse devient la représentante la plus éminente de la production capitaliste même.

[...]

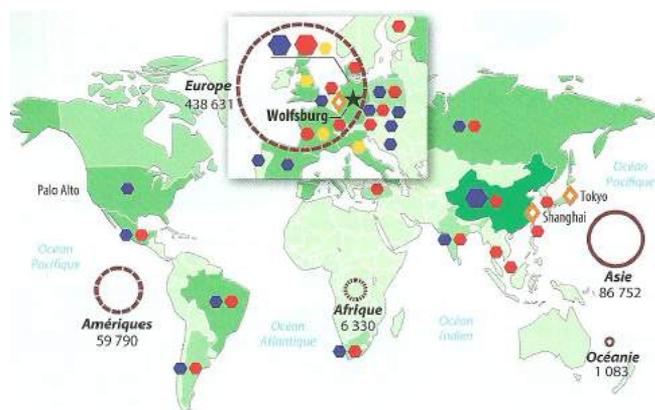
« Suit une transformation progressive de l'industrie en entreprises par actions. Toutes les branches, les unes après les autres, succombent au destin. [...] Enfin tous les investissements à l'étranger se font sous forme d'actions. [...] Ensuite la colonisation. Celle-ci est aujourd'hui une véritable succursale de la Bourse, pour les intérêts de laquelle les puissances européennes ont partagé l'Afrique il y a quelques années et les Français conquis Tunis et le Tonkin. L'Afrique est directement affermée à des compagnies (Niger, Afrique du Sud, Sud-Ouest africain allemand et Afrique orientale allemande). Et le Mozambique et le Natal pris en possession pour la Bourse par sir Cecil Rhodes. »

Lénine, en 1917, démontre comment cette tendance décrite par Engels a conduit à l'émergence de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme[2]. La caractérisation que Lénine donne du capitalisme à son stade impérialiste souligne notamment les éléments suivants[3]: concentration de la production et du capital conduisant à la formation de monopoles; fusion du capital bancaire et du capital industriel en un "capital financier"; importance particulière de l'exportation des capitaux. Cette analyse des fondements de l'impérialisme capitaliste reste entièrement valable, en ce qui concerne le système capitaliste en son état actuel.

Évidemment, ce système ne s'est pas maintenu à l'identique depuis l'époque de Lénine. Le terme de "mondialisation", bien que faisant partie du jargon alimenté par les économistes bourgeois, reflète de manière biaisée des aspects de la réalité que les marxistes-léninistes doivent analyser afin de formuler une orientation correcte pour leur action militante.

Parmi les éléments fondamentaux: les monopoles, l'exportation de capitaux

La formation de groupes monopolistiques de capitaux découle du processus général de la mise en œuvre du capital. L'accumulation, c'est-à-dire l'accroissement progressif du capital par la reproduction, conduit à la concentration de masses de capitaux toujours plus grandes en des pôles individuels éparpillés. Ce phénomène de la concentration est renforcé par un autre, celui d'une centralisation qui consiste en la réunion de capitaux déjà constitués, dont l'autonomie individuelle est ainsi abolie, ce qui réduit l'éparpillement en pôles individuels. Toutefois, parallèle-



Le groupe Volkswagen dans le monde. Les chiffres indiquent les effectifs de salariés en 2015.



Le modèle C919 de l'avionneur chinois Comac viendra concurrencer la gamme des A320 d'Airbus et des 737 de Boeing. Les premières livraisons sont prévues pour 2021.

ment, s'exerce aussi une tendance contraire, à la formation de nouveaux capitaux et l'éclatement de capitaux anciens.

Concrètement, quand on dit "monopole", il s'agit d'un groupe de sociétés rassemblées autour d'un centre qui détient directement ou indirectement la propriété de ces moyens de production, et dont émane le pouvoir de commande. Le caractère de "monopole" consiste en la capacité de faire sortir les mécanismes de réalisation de la plus-value du cadre du capitalisme tel qu'il fonctionnait dans la phase initiale, quand chaque capitaliste individuel s'appropriait une part de la plus-value globale selon un taux de profit qui oscillait autour du profit moyen.

Parler "des monopoles" est une facilité de langage. Si on se focalise sur certains domaines extrêmement spécialisés, on peut trouver des cas où une seule société détient le monopole. Mais en dehors de ces exceptions, il s'agit au mieux de situations d'oligopole, c'est-à-dire plusieurs groupes se partagent des segments d'activité, ou alors concluent des ententes pour exercer collectivement le monopole au sens strict. Globalement, la situation de "monopole" consiste plutôt en ce qu'un certain nombre (ce qui peut signifier plusieurs dizaines) de grands groupes disposent d'une envergure dont l'échelle de grandeur est largement supérieure à celle de tous les autres groupes et sociétés, et qui couvrent l'essentiel du marché mondial.

On peut sans doute identifier un certain nombre de grands groupes économiques dont le caractère monopolistique est avéré dans la pratique. Et pour une partie considérable des entreprises au niveau mondial - non seulement celles dési-

gnées d'emblée comme "petites et moyennes", mais aussi des entreprises de grande envergure - le fait qu'elles n'ont pas ce caractère monopolistique est manifeste. Néanmoins la zone entre ces deux extrêmes de l'éventail est très étendue, et en général même une étude détaillée au cas par cas pourrait difficilement aboutir à une classification qui ne comporte pas une part d'arbitraire.

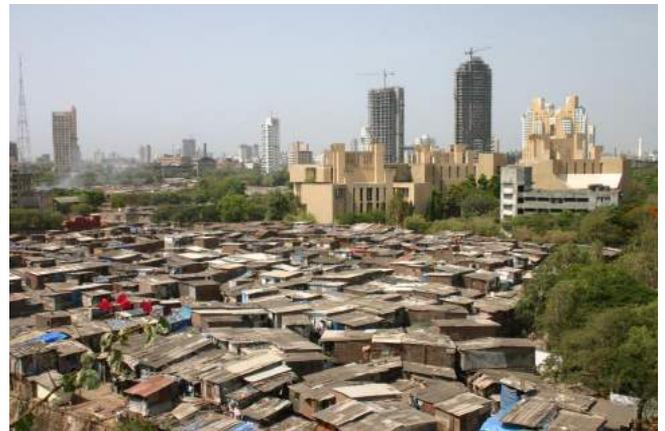
Par comparaison à la question des monopoles, le phénomène de l'exportation de capitaux présente des aspects quantitatifs qui peuvent être plus facilement délimités.

Toutefois, il est nécessaire de ne pas se contenter d'une vision partielle et approximative. D'abord, il faut distinguer différents types de transferts internationaux de capitaux. Il peut s'agir de transactions dans les sphères du capital bancaire et du capital marchand, notamment en ce qui concerne le capital de prêt. Mais le motif fondamental d'exportation de capitaux est de pousser le plus loin possible l'échelle de l'accumulation de capitaux, et à cet égard l'exportation de capitaux doit s'effectuer directement en tant que capital productif. Cela implique d'ailleurs qu'il faut, pour mesurer le phénomène, considérer le résultat cumulé des flux d'investissements, afin de déterminer le stock global de capitaux détenus à l'issue de ces flux. Ensuite, si pour un pays donné on examine les flux de capitaux uniquement dans le sens des exportations, on est amené à une vision tronquée de la réalité. À l'époque de Lénine, le schéma consistait essentiellement en ce que les puissances impérialistes exportaient des capitaux vers les colonies et les pays dominés par l'impérialisme. Or, dans le cadre actuel, les flux de capitaux entre pays ne vont plus principalement de quelques pays maîtres vers les pays qu'ils dominent respectivement. Les capitaux circulent selon des voies multilatérales diversifiées. Si on veut analyser le cas de pays susceptibles de sortir d'une situation de domination en engageant un développement qui les rapproche des puissances impérialistes, on est confronté au fait qu'ils exportent des capitaux et simultanément sont cible d'exportations de capitaux venant d'ailleurs, c'est-à-dire qu'ils importent aussi des capitaux.

Une distribution mouvante du développement des forces productives

À partir des années 1980, et surtout depuis les

années 2000, des pays autres que les grandes puissances impérialistes établies comme telles antérieurement, ont réalisé un développement économique considérable. Outre la Chine et la Russie certains autres, par exemple le Brésil ou l'Inde, sont maintenant susceptibles d'être considérés comme ayant, sous divers aspects, des caractéristiques similaires à celles des pays dominants que sont notamment les USA, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, le Japon. Dans ces pays, auxquels les économistes bourgeois font référence entre autre par le terme de "pays émergents", se trouvent effectivement des entreprises pouvant être à des degrés variés assimilées à la catégorie des groupes monopolistiques. Cette qualification s'appuie en particulier sur la présence de flux d'exportation de capitaux, émanant de ces entreprises du fait qu'elles établissent des filiales dans d'autres pays.



Mumbai, Inde, 2015.

Toutefois, pour tirer des conclusions quant à la position de ces groupes dans le cadre du système capitaliste impérialiste mondial, ce constat sommaire ne suffit pas; il faut analyser en détail leurs caractéristiques concrètes. Ci-après nous résumons quelques facteurs en ce sens. Pour une présentation plus détaillée, voir le texte "*Considérations concernant certains aspects du système impérialiste mondial*", sur notre site Internet, dans le dossier « impérialisme ».

Qu'est-ce qu'un pays impérialiste?

Le cadre structurel d'ensemble dans lequel sont placées les entreprises des pays autres que les puissances impérialistes d'origine, qu'elles soient autochtones ou dépendant de groupes extérieurs, est spécifique. Le processus de formation des groupes monopolistiques autochtones s'est déroulé selon des mécanismes qui le différencient

de la phase de naissance de l'impérialisme au début du 20e siècle.

Les rapports de production capitalistes en général exigent la mise en valeur du capital, c'est à dire il doit être mis en mouvement pour produire de la plus-value et pour assurer la réalisation de celle-ci, par sa transformation en profit. Sous l'effet du développement des forces productives, ce processus ne peut se déployer autrement qu'à travers l'accumulation de masses de capitaux toujours plus élevées, et le passage au stade impérialiste exprime le fait que les frontières nationales des pays capitalistes dominants étaient devenues trop étroites pour mettre en œuvre l'accumulation à l'échelle requise.



Site de General Electric, Schenectady, état de New York, USA, au début du 20e siècle. C'est ici que le 10 décembre 1906 plus de 3000 membres de l'organisation Industrial Workers of the World (IWW) se mettent en grève et restent sur leurs postes de travail pour éviter d'être remplacés par des "jaunes". C'était une des premières actions de ce type dans l'histoire du mouvement ouvrier aux USA.

Voici comment Lénine retrace le passage du capitalisme au stade impérialiste[4]:

« Devenue capitaliste la première, et adoptant le libre-échange vers le milieu du XIXe siècle, l'Angleterre prétendit au rôle d'"atelier du monde entier", de fournisseur en articles manufacturés de tous les pays, qui devaient, en échange, la ravitailler en matières premières. Mais ce monopole, l'Angleterre commença à le perdre dès le dernier quart de ce siècle. [...] Au seuil du XXe siècle, on vit se constituer un autre genre de monopoles: tout d'abord, des associations monopolistes capitalistes dans tous les pays à capitalisme évolué; ensuite, la situation de monopole de quelques pays très riches, dans lesquels

l'accumulation des capitaux atteignait d'immenses proportions. Il se constitua un énorme "excédent de capitaux" dans les pays avancés. »

Cette accumulation et l'excédent de capitaux qui en résultait dans les pays avancés constituait la source de l'exportation de capitaux de la part des puissances impérialistes. Les rapports entre celles-ci et les pays dans lesquels l'impérialisme développait ainsi dans une certaine mesure les forces productives tout en les subordonnant à ses propres besoins, ont traversé plusieurs étapes. Des tentatives ont été entreprises dans les pays tenus sous dépendance pour développer une industrie autochtone selon une stratégie dite d'industrialisation par substitution d'importation. Théorisé explicitement en Amérique latine durant les années 1930-1940, ce précepte a marqué diverses pratiques de politique économique, entre autre aussi en Asie du Sud-Est, moyennant des mesures protectionnistes et une intervention coordonnée des gouvernements appuyée sur des organismes publics. Puis à la fin des années 1980, l'impérialisme impose sa propre vision des lignes directrices à appliquer pour orienter les économies des pays dits "émergents": ouverture des marchés, privatisations, contrôle de l'inflation, dérèglementation, discipline budgétaire. Certaines fractions de la bourgeoisie des pays concernés, conscientes des implications, ont alors tenté de prendre les devants par des mesures d'investissement offensives pour se hisser dans une position de force permettant de faire face aux groupes transnationales plutôt que d'être ou absorbées ou purement et simplement éliminées.

On peut effectuer une comparaison entre les deux moments dans le développement historique de l'impérialisme, que sont les décennies de la fin du 19e et du début du 20e siècle d'une part et les quelques décennies depuis la fin du 20e siècle de l'autre. Le premier moment est celui où des puissances capitalistes dominantes se transforment en puissances capitalistes impérialistes et exercent désormais leur domination sur des bases économiques modifiées. Une interprétation superficielle du deuxième moment conduit à voir l'évolution de certains pays comme si de pays soumis à la domination impérialiste, ils avaient réussi à passer de l'autre côté, celui de l'impérialisme dominant. Or, on doit constater que les tenants et les aboutissements de l'évolution réelle des pays concernés tendent à invalider la pertinence de cette vision.

L'examen des flux de capitaux dans lesquels s'insèrent ces pays éclaire la situation. Certes, la présence d'entreprises se rapprochant du degré de développement propre aux groupes monopolistiques transnationales se manifeste par l'établissement d'unités de production à l'extérieur du pays d'origine, et cela génère des flux d'exportation de capitaux. Mais on suggère une image falsifiée de la réalité si on présente l'exportation de capitaux unilatéralement, comme un phénomène isolé. D'abord, ces entreprises n'ont pas éliminé la présence d'entreprises liées à des groupes transnationales extérieurs, qui sont le résultat d'investissements venant de l'extérieur, importés. Puis, les flux sortants sont intimement liés aux flux entrants. Pour les entreprises considérées comme autochtones une partie considérable du capital total est détenue par des actionnaires étrangers, à la fois par l'intermédiaire des transactions en bourse et sous la forme de participations au capital de la part de groupes étrangers dont le centre se trouve dans les pays dominants mentionnés. Parfois le développement d'un groupe monopolistique autochtone conduit au bout du compte à l'intégration des capitaux concernés dans des groupes monopolistiques au niveau supérieur, mondial et il perd ainsi son caractère autochtone en se transformant en filiale d'un groupe transnational externe. Inversement les cas ne sont pas rares où une apparence d'ascension fulgurante s'appuie sur des facteurs qui fragilisent la réussite plus qu'ils ne la consolident. C'est vrai notamment en ce qui concerne les rapports entre les capitalistes entrepreneurs autochtones et l'état, qu'il s'agisse des gouvernements et personnels politiques ou des institutions financières publiques. Ce n'est pas en soi un problème propre aux pays en question, mais le contexte spécifique fait que les mécanismes de clientélisme et de corruption peuvent dévier la gestion de l'économie particulièrement loin d'un fonctionnement sérieux.

D'un point de vue général, la présence d'exportation de capitaux ne signifie donc pas que le pays concerné soit sorti de la situation de domination subie de la part de certaines puissances impérialistes. Pour arriver éventuellement à une telle conclusion, il faut procéder à un examen détaillé de la structure des flux de capitaux sous tous les aspects, quantitatifs et qualitatifs: volume, origine, destination, place et rôle dans le processus de création et d'appropriation de plus-value.

Pour toucher des dividendes, il suffit d'investir en bourse

Les flux de capitaux s'effectuent de façons diverses. Les bourses constituent un des moyens, elles se sont multipliées parallèlement à l'élargissement des investissements internationaux. Leur importance relative peut être mesurée par ce qu'on appelle la capitalisation boursière. Celle-ci fournit une indication quant à la "valeur" d'une entreprise en termes monétaires, basée sur le prix global des actions cotées en bourse; ce montant fluctue évidemment dans le temps. Pour un marché boursier, sa capitalisation correspond à la totalité des actions qu'il négocie pour l'ensemble des entreprises inscrites.



"Traders" (opérateurs) en Bourse au travail.

Voici un bref aperçu des marchés boursiers les plus importants, selon leur capitalisation boursière en mars 2016 (montants en dollars US)[5]. Les deux plus importants en volume se trouvent à New York: le NYSE (New York Stock Exchange) dont la capitalisation atteint 19,22 billions avec plus de 2400 sociétés inscrites en 2018, et le NASDAQ (National Association of Securities Dealers Automated Quotations) dont la capitalisation atteint 6,83 billions. En troisième, le LSEG (London Stock Exchange Group) qui réunit la bourse de Londres et celle de Milan, avec une capitalisation de 6,19 billions. En quatrième, le Japan Exchange Group qui réunit la bourse de Tokyo et celle d'Osaka, dont la capitalisation atteint 4,48 billions avec plus de 3500 sociétés inscrites en 2018. En cinquième la bourse de Shanghai avec une capitalisation de 3,99 billions.

Le reste du lot des dix premiers marchés boursiers comprend deux autres bourses chinoises: la bourse de Hong Kong, où sont inscrites principalement des

sociétés basées à Hong Kong, la bourse de Shenzhen avec principalement des sociétés basées en Chine. Apparaissent en outre la bourse de Toronto, ainsi que la bourse Euronext qui couvre les Pays-Bas, le Portugal, la Belgique, la France, l'Irlande, la Grande-Bretagne. En dernier selon le volume, figure la bourse de Francfort (Deutsche Börse), où sont inscrites principalement des sociétés basées en Allemagne ou dans d'autres pays utilisant l'euro, avec une capitalisation de 1,76 billions.

Si on prolonge la liste avec le lot des dix marchés boursiers suivants, on trouve la bourse de Mumbai avec une capitalisation de 1,68 billions, puis la bourse nationale d'Inde avec une capitalisation de 1,64 billions. Apparaissent en outre les bourses de la Suisse (Zurich), d'Australie (Sydney), de Corée du Sud, d'Afrique du Sud (Johannesburg), la BME Spanish Exchanges (une bourse européenne), celle de Taiwan (Taipeh). En dernier figure la bourse brésilienne de Sao Paolo (BM&F Bovespa) qui dispose de bureaux à New York City, Shanghai et Londres, avec une capitalisation de 0,82 billion. Puis au-delà des vingt premiers, la liste se poursuit avec Singapour, Moscou, Arabie Saoudite, Mexique, Malaisie, Thaïlande, Indonésie, Philippines.

Pour interpréter correctement le rôle joué par les bourses, il faut prendre en compte les caractéristiques propres aux structures d'actionariat des groupes monopolistiques. Un des principaux facteurs est, pour une société donnée, la part du capital total qui consiste en actions négociées en bourse. Quelques chiffres à titre d'exemple: Renault 63 %, Ford 98 %, Siemens 89,3 %, Alstom 68,5 %, General Electric 74,3 %, Airbus 71,7 %, EDF 15,1 %, Orange 81,2 %.

Le Brésil

Parmi les pays qui exemplifient plus que d'autres l'évolution dans la distribution des forces productives, se trouve le Brésil. Voici quelques considérations pour mettre en lumière la problématique concernant la constellation actuelle du système impérialiste mondial. Le tableau ci-dessous met en rapport le Brésil avec, d'une part, les principaux représentants de l'impérialisme et, d'autre part, les pays d'Amérique latine.

Les pays, tous confondus, sont listés selon l'ordre décroissant des stocks de capitaux détenus à l'extérieur. Concernant la Chine et la Russie, leur inclusion parmi les puissances impérialistes n'est pas admise unanimement. Pour élargir la comparaison, est incluse l'Inde qui en Asie (hors Japon, Chine et Russie) constitue le principal représentant des pays susceptibles d'être considérés comme impérialistes.

Hong Kong est une Région administrative spéciale de la République populaire de Chine depuis 1997 (ce qui est d'ailleurs aussi le cas pour Macao depuis 1999). Pour tenir compte de ce fait, il faudrait combiner les valeurs respectives de stocks de capitaux avec celles de la Chine, ce qui cependant ne signifierait pas simplement de les additionner, puisqu'elles incluent des flux échangés entre ces trois entités.

Les données pour le Venezuela doivent être interprétées à la lumière de la situation particulière que connaît ce pays depuis quelques années. On peut supposer que la proportion atypique concernant les stocks détenus à partir de l'extérieur et à l'extérieur s'explique entre autre par deux facteurs: les désin-

Puissances impérialistes	Stocks de capitaux, en millions de dollars US, pour 2017		à l'ext. / à partir de l'ext.	Pays Amérique latine et Caraïbes	Stocks de capitaux, en millions de dollars US, pour 2017		à l'ext. / à partir de l'ext.
	détenus à partir de l'extérieur	détenus à l'extérieur			détenus à partir de l'extérieur	détenus à l'extérieur	
USA	7.807.032	7.799.045	0,999	Brésil	778.287	358.915	0,461
Hong Kong	1.968.645	1.804.249	0,916	Mexique	489.130	180.058	0,368
Allemagne	931.285	1.607.380	1,726	Inde	377.683	155.341	0,411
Grande-Bretagne	1.563.867	1.531.683	0,979	Chili	275.291	124.281	0,451
Japon	207.488	1.519.983	7,326	Colombie	180.235	55.507	0,308
Chine	1.490.933	1.482.020	0,994	Argentine	76.576	40.942	0,535
France	874.521	1.451.663	1,660	Venezuela	22.175	25.396	1,145
Espagne	644.415	597.250	0,927	Uruguay	30.438	5.573	0,183
Féd. Russie	446.595	382.278	0,856	Pérou	98.243	5.447	0,055
				Équateur	17.253	1.919	0,111
				Bolivie	12.305	730	0,059
				Paraguay	5.471	410	0,075

vestissements de la part des investisseurs extérieurs, et la fuite de capitaux vers l'extérieur. Les valeurs des stocks à partir de l'extérieur et à l'extérieur étaient, en 1999 respectivement 31.470 et 7.143, en 2011 respectivement 40.206 et 22.357.

Pour le Brésil, on constate qu'en valeur absolue, le stock de capitaux détenus à l'extérieur équivaut à 4,6 % de la valeur correspondante pour les USA, à 24,7 % comparée à la France. La proportion des stocks à l'extérieur en comparaison



Ouro Preto, Brésil, 2019.

"Le développement commence avec une ville propre"

aux stocks à partir de l'extérieur est de 0,46 pour le Brésil, alors qu'elle est de 1 pour les USA, de 1,66 pour la France.

Globalement, la signification de ces données chiffrées est biaisée par l'effet de divers facteurs, parmi lesquels se trouve notamment le fait qu'en bonne partie les flux de capitaux traversent des points relais. Ainsi les origines apparentes et les destinations apparentes figurant dans les statistiques ne correspondent pas forcément aux points d'origine et de destination effectifs.

C'est en tenant compte de l'ensemble des données, et de la complexité des phénomènes sous-jacents, qu'il faut apprécier la signification de l'existence de groupes monopolistiques et des exportations de capitaux qu'ils génèrent. Voici un recensement de quelques groupes monopolistiques au Brésil, et des implantations à l'extérieur qu'ils ont mises en place.

Petroleo Brasileiro S.A., connu comme Petrobras, est le principal producteur de pétrole de Brésil, comptant pour environ trois quarts de la production du pays. Parmi les sociétés transnationales opérant au Brésil figurent Chevron Corporation, Royal Dutch Shell, BP, Repsol et China Petroleum and Chemical Corporation, connu comme Sinopec. Petrobras opère à l'extérieur dans les pays suivants: Colombie (en association avec Exxon et la société d'État Empresa Colombiana de Petróleo-Ecopetrol), Argentine, Uruguay, Paraguay, Chili, USA, Japon, Yémen, Chine, Algérie, Angola, Norvège.

Vale. Vale produit la matière première utilisée pour la fabrication d'acier. En outre, Vale produit d'autres métaux, en général comme sous-produit de ses activités minières, tels que nickel, cuivre, minerais de manganèse, ferroalliages, métaux du groupe du platine, or, argent, cobalt, potasse, phosphates et autres composants de fertilisants. Le minerai de fer compte pour 80 % de ses bénéfices, 40 % de son chiffre d'affaires provient du commerce avec la Chine. Vale opère à l'extérieur aux USA et au Canada.



Siège du groupe Gerdau pour la région d'Amérique du Nord, Tampa, Florida, USA.

Gerdau. Gerdau se situe dans le secteur de la production et de la vente de produits d'acier. Des sites à l'extérieur se trouvent dans les pays suivants: Argentine, Canada, Chili, Colombie, Espagne, USA, Guatemala, Inde, Mexique, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela.

JBS. JBS procède à la transformation de viande de bœuf, de porc, de volaille. Le groupe dispose d'une filiale aux USA, laquelle est implantée dans les pays suivants: Mexique, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Irlande, France. En outre

Rivalités interimpérialistes



13 juin 2017, au Pérou la police arrête cinq salariés de SiderPerú Gerdau pour avoir participé à une grève de 24 heures et un mouvement de protestation contre la réticence de l'entreprise à entreprendre des négociations.

JBS est implanté en Australie, Italie, Allemagne, Hong Kong, Vietnam.

Et voici quelques indications sur les liens de ces groupes avec la bourse (données récentes, sujettes évidemment à des variations dans le temps).

Petrobras. Des actionnaires étrangers détiennent 35,6 % du capital total. Petrobras est inscrit en bourse à São Paulo, Buenos Aires, Mexico, New York, Madrid, Berlin, Stuttgart, Francfort.

Vale. Le capital flottant se répartit comme suit, selon la nationalité: brésilien 14,42 %, non-brésilien 46,97 %, ce qui fait en tout 61,39 %. Vale est inscrit en bourse à São Paulo, Buenos Aires, Mexique, New York, Madrid, Paris, Berlin, Stuttgart, Francfort, Munich, Hambourg.

CSN. 19,79 % du capital sont négociés en bourse à São Paulo et 21,88 % à New York.

Gerdau. Le capital flottant s'élève à 39,11 % du capital total. Gerdau S.A. est inscrit en bourse à São Paulo, Mexico, New York, Madrid, Stuttgart, Francfort.

JBS. En février 2019, le capital de JBS est composé de la manière suivante: J&F Investimentos S.A. 40,64 %, capital flottant 56,95 % (dont 21,32 % du capital pour BNDES Participações S.A.).

Bradesco. La part du capital négociée en bourse est de 62 % du capital total. Bradesco est inscrit en bourse à São Paulo, Buenos Aires, Mexique, New York, Madrid, Stuttgart, Francfort.

Lorsqu'on parle de rivalité interimpérialiste, on pense en premier lieu aux rapports entre grandes puissances impérialistes. Les guerres impérialistes de 1914-1918 et de 1939-1945 avaient pour objectif immédiat la soumission des pays vaincus aux pays vainqueurs, et pour enjeu fondamental le remodelage des sphères d'influence respectives. Ces dernières étaient définies en bonne partie explicitement, par la délimitation des empires coloniaux. Dans le cas de la 1^{re} Guerre mondiale, il s'agissait par ailleurs de la structure des empires existants à la veille de la guerre et qui allaient être démantelés durant la période d'après-guerre. Dans le cas de 2^e Guerre mondiale, les conflits portaient à nouveau sur la question des colonies, tandis que toutes les puissances impérialistes sans distinction aspiraient néanmoins à la destruction de la dictature du prolétariat établie en URSS. Parallèlement, dès le début du stade impérialiste, se présentait la situation de pays indépendants formellement, mais subissant la dépendance économique vis-à-vis de telle ou telle puissance impérialiste. C'était le cas entre autre pour les ex-colonies de l'empire espagnol.

À partir de la période de dissolution des empires coloniaux, achevée à quelques exceptions près durant les années 1970, la situation mondiale est marquée principalement par de tels rapports d'indépendance politique formelle couplés à une dépendance économique résultant de l'intégration dans le système capitaliste impérialiste mondial.

Toutefois, quels que soient, pour les différentes unités séparées composant l'ensemble du capital mondial, leurs rapports avec les états, ces unités sont liées entre elles par les mécanismes qui régissent la façon dont chaque unité s'approprie une part de la masse de plus-value créée globalement. Au stade du capitalisme prémonopoliste, la loi qui s'exerçait était celle du profit moyen. Ensuite, le capitalisme monopoliste a imposé la loi du profit maximum.

Staline écrit[6]:

« Mais la loi de la plus-value est une loi d'ordre trop général, qui ne touche pas aux problèmes du taux maximum du profit, dont la garantie est la condition du développement du capitalisme mo-

nopoliste. Pour combler cette lacune, il faut concrétiser la loi de la plus-value et la développer, en accord avec les conditions du capitalisme de monopole, en tenant compte que ce dernier ne réclame pas n'importe quel profit, mais le maximum de profit. C'est cela la loi économique fondamentale du capitalisme actuel. »

Dans un premier temps existait un certain parallélisme entre la structuration de ces rapports entre groupes monopolistiques, et les rapports entre puissances impérialistes, tels que les analyse notamment Lénine. En effet, le développement des forces productives dans les autres pays n'atteignait pas le niveau propre aux groupes monopolistiques dominants.



2017, enfants dans une mine de cobalt en RP du Congo. L'enfant au centre de l'image a huit ans, il travaille sous la pluie sans chaussures. Il dit que durant les deux derniers jours il a travaillé environ 12 heures par jour, mais n'a pas gagné assez pour manger.

Cette situation s'est modifiée par la suite, avec d'abord l'établissement de filiales des groupes monopolistiques en dehors de leurs pays d'origine, puis le développement aux côtés de ces filiales aussi d'entreprises plus ou moins autonomes sur la base de capitaux autochtones, et dont certaines atteignaient progressivement un niveau comparable de forces productives, du point de vue autant technique qu'organisationnel et de dimensions. Ainsi elles s'intégraient dans les mécanismes d'appropriation de la plus-value tels qu'ils régissent le fonctionnement

du capitalisme monopolistique, sans que cela préjuge mécaniquement du caractère "impérialiste" ou non, du pays d'implantation.

Les enjeux de la répartition du monde

Dans le cadre du système capitaliste impérialiste mondial, les groupes monopolistiques mettent en oeuvre, partout, l'exploitation des travailleurs salariés et l'appropriation de la plus-value ainsi créée.

Ils s'appuient sur les états, dans lesquels le pouvoir est exercé par la classe dominante, la classe des capitalistes des pays respectifs. Les relations entre les groupes monopolistiques sont marquées par un double jeu d'ententes et de rivalités. Les états, de leur côté, entretiennent entre eux le même type de relations, dans l'objectif pour chacun de s'assurer autant que possible une position de force vis-à-vis des autres. La capacité d'un pays d'exercer une domination repose sur de multiples facteurs: la base économique, en volume (production, accumulation de capitaux), ce qui inclut le recours à des investissements venant de l'extérieur; le degré de développement des forces productives, en termes techniques; la balance commerciale, la balance financière, les investissements à l'étranger; la force militaire.

Durant la période initiale de l'impérialisme, le noyau de la structuration de l'économie mondiale était apparent. La formation des groupes monopolistiques se produisait dans les états dont la domination en tant qu'états capitalistes s'était établie dans le cadre de l'essor général du capitalisme au 19^e siècle. D'autre part, les empires coloniaux constituaient une cible de choix pour la mainmise sur leur économie de la part de ces groupes monopolistiques. Au vu de cette situation, la caractérisation d'ensemble pouvait se formuler clairement en désignant les puissances impérialistes (ou pays impérialistes, ce qui revenait alors au même) d'une part, les pays subissant la domination de l'autre. En outre, dans la mesure où ces derniers comprenaient en premier lieu les colonies, la question du partage/repartage du monde se posait en bonne partie en termes de "tout ou rien": quelle grande puissance impérialiste allait inté-

grer telle colonie, ou tel ensemble de colonies, dans son empire.

L'analyse de la situation mondiale telle qu'elle se présente dans la période actuelle, nécessite quelques précautions dans l'utilisation de certains termes, notamment celui de "pays impérialiste".

Un pays capitaliste est un pays dont l'économie est basée sur le mode de production capitaliste, lequel est caractérisé par les rapports d'exploitation spécifiques auxquels la classe capitaliste soumet la classe ouvrière. De façon analogue on peut considérer qu'un pays impérialiste est un pays dont l'économie est basée sur le mode de production capitaliste et dont le développement des forces productives a atteint celui propre au stade impérialiste, du point de vue autant technique qu'organisationnel et de dimensions - ce niveau étant caractérisé par l'existence de groupes monopolistiques et l'exportation de capitaux associée.

Les intérêts des groupes monopolistiques ne coïncident pas directement avec ceux du gouvernement du pays où sont établies leurs bases principales de direction et de production. L'application par Donald Trump d'une politique protectionniste fournit un exemple. Elle vise à favoriser la position des USA comme puissance économique mondiale. Du point de vue des groupes monopolistiques US, les appréciations sont variées. Les barrières tarifaires protègent effectivement le secteur de la sidérurgie, dont les entreprises sont presque exclusivement implantées aux USA, leur présence à l'extérieur étant très limitée. La situation est différente pour les constructeurs d'automobiles US qui se trouvent devant un dilemme. S'ils continuent à fabriquer à l'extérieur pour importer aux USA, la barrière tarifaire touchant les automobiles freine les ventes sur le marché US. Au cas où ils se soumettent aux injonctions de Trump et modifient la localisation de certains sites vers les USA, ils subiraient ainsi des prix plus élevés de l'acier, et en outre cela perturbe la stratégie globale de choix des implantations, qui a pour objectif la "profitabilité" maximale, ce qui fait intervenir divers facteurs en rapport avec les coûts de production, dont les salaires.

Ainsi l'utilisation du terme "pays impérialiste"

tel quel induit des confusions. Certes, dès l'origine, le groupe de pays impérialistes ne comprenait pas uniquement les puissances impéria-



Le président des USA Donald Trump avec son conseiller à la sécurité nationale, John Bolton. "En fait, c'est moi qui modère John, ce qui est assez incroyable", dit Trump au sujet de Bolton.

listes régnant sur leurs empires coloniaux respectifs. Il incluait des pays comme la Suisse qui s'intégraient dans l'ensemble des pays impérialistes selon des modalités différentes. Néanmoins, ces pays participaient clairement à la domination imposée par l'impérialisme, au lieu de la subir comme les colonies ou, de façon moins directe, les pays formellement indépendants du point de vue politique mais soumis à la dépendance découlant des mécanismes économiques. Or, la complexité accrue des relations économiques internationales qui s'est établie par la suite, fait qu'un pays impérialiste dans le sens limité énoncé plus haut ("monopoles plus exportation de capitaux") n'est pas par là-même un pays qui soumet un ou plusieurs autres pays à la domination impérialiste, et il n'est pas non plus par là-même en situation de ne pas subir lui-même la domination impérialiste.

La capacité de la part d'un pays impérialiste - toujours "impérialiste" dans le sens limité - de se soustraire à la domination exercée par le capitalisme impérialiste mondial, et de se placer du côté de ceux qui exercent cette domination, dépend de facteurs multiples, économiques, militaires, diplomatiques. Et dans les conditions propres à la période actuelle du système capitaliste impérialiste mondial, la ques-

tion du partage/repartage du monde se pose de façon plus floue qu'autrefois. Les conflits se développent à des niveaux multiples. D'abord au niveau des groupes monopolistiques: concurrence entre les uns et les autres qui se trouvent en relation de voisinage à un lieu donné, par l'intermédiaire de filiales; partage du marché mondial dans un domaine donné, selon des régions; mainmise sur des territoires localement, sans que cela fasse intervenir forcément des pouvoirs d'état extérieurs. Puis, de la part des groupes monopolistiques par l'intermédiaire d'états: interventions diplomatiques, militaires. Finalement, des conflits pris en main directement par des états, qui visent à imposer leur domination, en lien avec des fractions de la bourgeoisie: au bout du compte, cela inclut les interventions militaires à plus ou moins grande échelle, le déclenchement d'invasions, l'éclatement de guerres internationales. Bref, le scénario du repartage du monde est toujours d'actualité.

Les implications politiques

Lorsque Lénine analysait l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme, l'existence des monopoles était devenue la caractéristique prédominante du capitalisme. Par la



Le président des USA Donald Trump et le président de la Chine Xi Jinping, le 6 avril 2017 à West Palm Beach, Florida, USA.

suite, cette prédominance s'est progressivement imposée de façon omniprésente. Actuellement, l'ensemble des économies nationales est soumis à un système mondial capitaliste impérialiste intégré unique. Quand des exceptions peuvent persister, c'est dans des recoins

isolés à l'intérieur de certains pays.

Si on se place dans un cadre de raisonnement formel, se référant à des chiffres interprétés schématiquement et des classements arbitraires basés sur des délimitations approximatives, floues, considérées pertinentes sans l'être, on peut alors répartir mécaniquement selon certains critères les pays du monde en deux groupes: les pays impérialistes, et les autres. Par exemple: Tel pays dispose de monopoles sur son territoire et exporte des capitaux, il est donc impérialiste. Inversement, si ce n'est pas le cas, il est "non impérialiste".

Tant que les auteurs qui selon des critères mécaniques distinguent "pays impérialistes" et "pays non-impérialistes" prennent ces schémas pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire des approximations utiles uniquement à titre de facilité de langage, il serait vain d'entrer dans des arguties sur les détails. Par contre, il ne faut surtout pas se baser sur ces "classifications" pour en tirer des conclusions affirmatives déterminées.

Une position erronée répandue consiste en un mélange, sous des formes variées, de deux visions liées dont l'origine remonte aux années 1950-1970.

En 1955 eut lieu à Bandung, sur l'île de Java, la première conférence afro-asiatique, qui réunit vingt-neuf pays dont la plupart étaient décolonisés depuis peu. Le texte adopté au terme de la conférence ne parvint pas à déterminer une ligne commune face aux USA et à l'URSS. Le mouvement dit de non-alignement en tant que tel naquit en 1956, avec la conférence de Brioni (en Yougoslavie) réunissant trois représentants d'état: le président de l'Égypte Gamal Abdel Nasser, le Premier ministre de l'Inde Jawaharlal Nehru, le Président de la Yougoslavie Josip Broz Tito. En 1961 se tint une conférence de vingt-cinq "pays non alignés" à Belgrade, puis en 1966 se tint à Cuba une conférence dite tricontinentale visant à promouvoir une solidarité entre l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine. Ces regroupements surgissaient parallèlement au processus de dégénérescence révisionniste en URSS, auquel se joignait finalement le régime chinois dans les

années 1970. Le double jeu de collusion avec l'impérialisme en tant que système, doublé de concurrence vis-à-vis des puissances impérialistes, dans laquelle s'engageaient ces deux



Conférence de Bandoeng, 18-28 avril 1955: Jawaharlal Nehru (Inde), Kwame Nkrumah (Ghana), Gamal Abdel Nasser (Égypte), Soekarno (Indonésie), Josip Broz Tito (Yougoslavie).

pays s'appuyait sur les velléités en question de la part des pays dépendants et dominés par l'impérialisme. Dans ce contexte furent élaborés diverses interprétations théoriques, émanant soit d'auteurs bourgeois déclarés - le terme "Tiers Monde" fut mis en circulation par Alfred Sauvy -, soit d'auteurs se voulant anti-impérialistes tels que Samir Amin. C'est aux avatars de ces interprétations qu'on est encore confronté actuellement.

Elles se reflètent entre autre dans les prises de position au sujet de la situation au Syrie[7]:

« Libye, Irak, Syrie, Yémen, etc... partout le chaos se répand parmi les peuples et les nations qui tentent simplement de se développer de manière indépendante, sans accepter de payer un tribut de vassalité à l'égard de l'impérialisme US. »

À cet égard l'erreur fondamentale consiste à identifier un groupe de pays comme incarnation de "l'impérialisme", et de considérer qu'à ces pays s'opposent d'autres, qui voudraient se tenir à l'écart de l'emprise impérialiste, pour développer une économie capitaliste autonome, non impérialiste, avec une bourgeoisie nationale qui serait soucieuse de préserver la souveraineté du pays et donc de résister aux "ingérences" de la part de l'impérialisme.

De même que pour la notion de "pays impérialiste", il faut tenir compte du fait que le terme "bourgeoisie nationale" est lié maintenant à un

contexte différent de celui de la première moitié du 20e siècle, et qu'il faut prendre quelques précautions pour éviter les décalages de sens. Durant la période des années 1890 aux années 1920 se déroulait le processus qui établit progressivement la domination du capitalisme monopoliste, impérialiste, sur le capitalisme concurrentiel de la période de "révolution industrielle". Les colonies en premier lieu, étaient exposées à une situation où la bourgeoisie autochtone devait se positionner en rapport avec la revendication de l'indépendance nationale. À l'époque le terme bourgeoisie "nationale" pouvait désigner une fraction de la bourgeoisie qui considérait avoir des perspectives de développement autonomes. Celle-ci se différenciait de la bourgeoisie dite "compradore", qui par sa situation économique était liée à l'impérialisme et que rien ne poussait vers la revendication de l'indépendance nationale. Dans la mesure où, par la suite, les mécanismes du capitalisme monopoliste se sont imposés de façon quasi universelle, la seule possibilité d'une quelconque fraction du capital d'aspirer à un développement, réside dans son association avec le capital monopoliste international. Cela implique que les bourgeoisies de ce type, dans les pays soumis à la domination impérialiste ne peuvent concevoir leurs intérêts qu'en termes d'interdépendance vis-à-vis des bourgeoisies impérialistes dominantes, en cherchant des moyens pour garder une marge de manœuvre leur permettant de s'enrichir au mieux, malgré leur soumission à l'économie impérialiste mondiale.

En dehors d'une telle imbrication, un quelconque capital qui délibérément veut se limiter à un cadre local restera fatalement cantonné à une échelle de développement réduit. Autrement dit, dans les conditions établies, il ne peut plus y avoir formation substantielle d'une bourgeoisie nationale capable de se soustraire aux rapports capitalistes arrivés au stade impérialiste. Par bourgeoisie nationale on entend ici une bourgeoisie dont les intérêts seraient en contradiction (et non en simple concurrence) avec les bourgeoisies impérialistes en général. Or cette caractérisation réduit fortement le périmètre d'une éventuelle bourgeoisie nationale, incluant tout au plus des entreprises d'envergure réduite, aux techniques de production de complexité limitée.

Il ne s'agit pas d'une barrière qui serait érigée intentionnellement par les représentants du capital monopoliste mondial, mais d'une conséquence intrinsèque du fonctionnement du système, que seule la révolution socialiste pourra éliminer.

Non seulement les conceptions en question sont erronées du point de vue des principes, elles sont aussi viciées par une tendance à arranger de façon purement opportuniste la présentation de la réalité concrète. C'est le cas quand certains qualifient à juste titre la Chine comme puissance impérialiste, mais contestent cette réalité en ce qui concerne la Russie, en prétendant pourtant appliquer les mêmes critères dans les deux cas. En l'occurrence ils se basent entre autre sur l'interprétation selon laquelle une nation impérialiste a d'abord une "balance excédentaire" dans ses échanges de



Au Kenya, le secteur informel représente 45 % de l'activité économique globale et plus de 80 % de la population active est principalement impliquée dans l'économie informelle.

capitaux. Formuler les choses ainsi témoigne d'un certain manque de rigueur dans le raisonnement. La balance est une donnée périodique, volatile dans le temps. Il est vrai qu'en termes de balance annuelle, pour la période récente, les flux de capitaux mis en oeuvre par la Chine vont plutôt dans le sens des exportations, mais en termes de stocks, c'est-à-dire de flux cumulés, la situation de la Russie est tout à fait comparable à celle de la Chine. Cette obstination de présenter la Russie sous un jour favorable, de façon générale et en particulier en ce qui concerne le rôle qu'elle joue en Syrie, est manifestement liée à une nostalgie pour l'époque de l'URSS, mal fondée parce que déformée par l'absence de compréhension concernant le révisionnisme.

L'état des choses étant ce qu'il est, nous devons continuer à défendre le droit des nations à l'autodétermination. Par contre, il ne faut pas tomber dans une vision illusoire par rapport à ce que peut être un état national indépendant dans le cadre du système impérialiste mondial. Les états nationaux, même en supposant qu'il s'agisse d'un état constitué comme état propre d'une nation authentiquement identifiée comme telle, restent - à moins de franchir l'étape fondamentale de la révolution socialiste -, des états capitalistes, insérés dans les relations de domination impérialiste qui leur sont imposées de l'extérieur. La nation concernée inclut toutes les classes, donc notamment la bourgeoisie. L'idée qu'il faille, par application de l'argument du droit à l'indépendance nationale, défendre la "souveraineté" de ces états, est erronée. La question de l'indépendance nationale a un caractère politique formel, tandis que la souveraineté au plein sens du terme relève surtout de l'économie. Assumer la défense de cette souveraineté tout en acceptant comme donnée la situation "toutes choses égales par ailleurs" signifie défendre le régime concerné, c'est-à-dire un régime bourgeois; cela signifie donc défendre la bourgeoisie du pays. C'est une entreprise illusoire puisque l'indépendance économique ne peut pas être pleinement réalisée - et ne constitue d'ailleurs pas l'objectif poursuivi par la bourgeoisie qui au contraire d'une façon ou d'une autre s'appuie sur les liens économiques avec l'impérialisme; et c'est surtout une orientation erronée, du point de vue des intérêts de la classe ouvrière internationale.

La mise en avant de la souveraineté nationale prend deux formes différentes. D'un point de vue politique, il peut s'agir de la part d'un pays soumis à la domination impérialiste, d'un rejet justifié face à un danger d'occupation militaire. C'est le cas par exemple pour le Venezuela. Néanmoins, le recours à cette notion de souveraineté nationale sert souvent comme prétexte pour éviter de prendre position aussi sur certains aspects de la situation, en les passant sous le tapis appelé "affaires intérieures", dans lesquelles on ne devraient pas "s'ingérer". Une telle approche ne permet pas d'avoir une analyse d'ensemble correcte et peut être dommageable, comme lorsqu'elle aboutit à justifier la

politique de la Russie vis-à-vis de la Syrie.

D'un point de vue économique, l'erreur fondamentale consiste à penser que l'indépendance économique d'un pays soit possible sans mettre en oeuvre la révolution socialiste. L'interprétation du système capitaliste mondial en termes de centre et périphérie, formulée notamment par Samir Amin dès 1971, survit toujours dans le monde des idées[8].

Samir Amin dénonce « le processus historique de polarisation périphérie-centre » qui est « un processus d'ajustement structurel permanent des périphéries aux exigences de l'accélération et de l'approfondissement de l'accumulation dans les centres »[9]. Il préconise « la déconnexion », qui consiste à « tenter de renverser le rapport, c'est-à-dire contraindre le dominant, l'impérialiste, à reculer ». « La déconnexion aujourd'hui consiste à refuser le statut de sous-traitant, sous-traitant industriel pour certains pays d'Amérique latine, industriel aussi pour l'Inde, mais pas seulement, puisque les services informatiques des États-Unis et de la Grande-Bretagne surtout sont transférés en Inde. » Il s'agirait d'une « stratégie politique »[10]: « Il nous faut nous déconnecter. C'est-à-dire qu'il nous faut prendre nos distances à l'égard de ce système mondial capitaliste tel qu'il est. » « Il faut s'engager dans ce que nous appelons des projets souverains, c'est-à-dire des projets pensés par nous-mêmes, pour nous-mêmes, indépendamment des tendances et des pressions du système capitaliste mondial, autant que possible! Ces projets souverains doivent être des projets d'industrialisation. »

Amin, forcément, peine à trouver des indices qui pourraient témoigner en faveur de la viabilité de ses préconisations. Quand il tente d'en exhiber, il met en évidence l'aberration de ses prétentions[11]: « Il nous faut penser en termes de projets souverains. Est-ce possible? Oui! La Chine pense et agit dans ces termes, autant qu'elle le peut. D'autres pays tentent de mettre en oeuvre des projets souverains, partiellement au moins. Ce sont principalement de grands pays comme le Brésil, l'Inde. »

Comparé aux interprétations tiers-mondialistes ou similaires, d'autres tombent dans l'erreur

inverse[12]. Dans un premier temps, constatant la désagrégation des empires coloniaux et le passage au néocolonialisme comme principal mode de domination impérialiste, ils pensaient pouvoir déclarer que l'inclusion des "peuples opprimés" dans l'appel à l'union des "prolétaires des tous les pays" est devenue caduque. Ce raisonnement est entaché par la confusion entre oppression nationale et dépendance économique, abordée plus haut. Certes, lorsque la référence aux peuples opprimés a été utilisée pour la première fois par l'Internationale communiste, c'était en s'adressant particulièrement aux "peuples d'Orient", tandis qu'à cette époque en général les textes, tels que les thèses sur les questions nationales et coloniales adoptées au 2e congrès de l'IC, traitaient principalement des colonies et des nationalités opprimées. Néanmoins ils parlaient aussi des "nations opprimées, dépendantes, protégées" et des "pays opprimés"[13].

En 1924 Staline fait référence aux "peuples opprimés et exploités des colonies et des pays assujettis"[14]:

« Pour éclairer la solution de la question nationale, le léninisme part des thèses suivantes:

« a) Le monde est divisé en deux camps: d'un côté, une infime minorité de nations civilisées détenant la presque totalité du capital financier et exploitant le reste de la population du globe; de l'autre, les peuples opprimés et exploités des colonies et des pays assujettis, qui forment la majorité de la population; b) Les colonies et les pays assujettis et exploités par le capital financier constituent une immense réserve de forces pour l'impérialisme; c) Ce n'est que par la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme que les peuples opprimés des pays coloniaux et assujettis arriveront à se libérer du joug et de l'exploitation; [...] »

Le contexte du néocolonialisme laissait donc entier le problème des "peuples opprimés des pays assujettis". Qu'un peuple conquière la libération nationale sur le plan politique n'implique nullement qu'il puisse se soustraire à l'oppression qui résulte de la domination économique de la part de l'impérialisme, sous l'effet de la dépendance et de l'assujettisse-

ment imposés par le capital financier international. Le fait que les colonies ne représentent plus qu'une place résiduelle dans le système impérialiste n'implique donc pas que l'appel à l'unité avec les peuples opprimés ait perdu sa raison d'être.

Ce n'est qu'ultérieurement que les mêmes auteurs sont arrivés à l'avis qu'il fallait réviser plus profondément la caractérisation du contexte dans le sens qu'ils voient une prédominance en termes d'extension géographiques d'une catégorie formellement délimitée, celle des pays impérialistes. Désormais, deux tiers de la population vivraient dans des "pays impérialistes". Pour ce qui est de la problématique autour du statut des "peuples opprimés", elle est absorbée par une reformulation conceptuelle plus large. Dans le monde actuel, il y aurait des pays impérialistes et des pays néocoloniaux; l'union nécessaire serait celle entre le prolétariat international et tous ceux qui subis-

sent l'oppression de la part du capital financier international[15]. Ainsi les doutes éventuelles - non sans fondement - au sujet de la pertinence du terme "peuples opprimés" passent de toute façon au second plan et laissent la place à cette notion d'"opprimés" qui, elle, est clairement critiquable. Elle formule une définition de l'oppression considérée comme universelle dans le monde actuel: les opprimés, ce sont les milliards d'hommes et de femmes qui sont sans travail, qui souffrent la faim, les millions d'enfants abandonnés à eux-mêmes vivant dans la rue, les petits paysans accablés à la ruine, les victimes de la misère massive et des épidémies, les femmes touchées par une oppression spécifique, etc. La catégorie des "opprimés" ainsi conçue devient un fourretout qui ouvre la voie à toutes sortes de dérives opportunistes, dont on a vu la nocivité en rapport avec les mobilisations des "gilets jaunes".



En 2012, des mineurs en grève armés de machettes, bâtons, lances, marchent vers le site de fonderie de la mine de platine de Lonmin, près de Rustenburg, Afrique du Sud.



Le 10 août 2012 débute une grève à la mine platine de Marikana du groupe minier Lonmin, environ 3000 mineurs participent. Le 16, la police perpète un massacre, tuant 34 mineurs, blessant 78. Le 30, les procureurs annoncent des poursuites pour assassinat et tentative d'assassinat... contre près de 270 mineurs.

Notes:

1. F. Engels: Complément et supplément au livre III du Capital - II: La Bourse. (Le Capital - Livre troisième: Le procès d'ensemble de la production capitaliste.)
2. Le texte parut d'abord en 1917, en russe, sous le titre dont la traduction en français donne "L'Impérialisme, en tant qu'étape la plus nouvelle/récente du capitalisme". Ultérieurement, le libellé devint "L'Impérialisme, en tant que stade supérieur/suprême du capitalisme".
3. V. I. Lénine, "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" (1916); Oeuvres, t. 22; Paris, Éditions Sociales, 1960; p. 287.
4. idem p 260.
5. <https://www.ig.com/au/trading-strategies/what-are-the-largest-stock-exchanges-in-the-world--180905>
<https://listsurge.com/20-largest-stock-exchanges-world/>
<https://www.investopedia.com/articles/stocks/11/explaining-eight-biggest-stock-exchanges.asp>

6. J. Staline, Les problèmes économiques du socialisme en URSS (1952).

<http://classiques.chez-alice.fr/staline/stal2.pdf>

7. <https://tribunemlreypa.wordpress.com/2017/07/31/ete-2017-face-au-chaos-en-marche-faire-renaitre-la-resistance/>

8. "L'accumulation à l'échelle mondiale", paru en 1971; "Le développement inégal", paru en 1973. Samir Amin est décédé en 2018. Les citations qui suivent sont tirées de textes datant respectivement de 2016 et de 2018.

9. <https://legrandcontinent.eu/fr/2018/08/13/nous-avons-rencontre-samir-amin/>

10. https://www.thiesvision.com/Professeur-Samir-Amine-Il-faut-des-projets-souverains-aux-pays-africains-pour-espérer-le-développement_a19043.html

11. *idem*

12. Nous tentons ici de retracer des positions développées par le MLPD, au risque de ne pas saisir correctement le cheminement de l'argumentation tel que le conçoivent ses auteurs.

13. Ile Congrès de l'I.C., Juillet-Août 1920, Thèses et additions sur les questions nationales et coloniales.

On y trouve les formulations "nations opprimées, dépendantes, protégées", "toutes les nations et toutes les classes opprimées du monde", "les mouvements émancipateurs nationaux des colonies et des nationalités opprimées", "pays opprimés". Voici un extrait:

« Il est nécessaire de dévoiler inlassablement aux masses laborieuses de tous les pays, et surtout des pays et des nations arriérées. la duperie organisée par les puissances impérialistes, avec l'aide des classes privilégiées dans les pays opprimés, lesquelles font semblant d'appeler à l'existence des États politiquement indépendants qui, en réalité, sont des vassaux - aux points de vue économique, financier et militaire. [...]

« Il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui, chaque jour, se séparent de plus en plus : le premier est le mouvement bourgeois démocratique nationaliste qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois; l'autre est celui des paysans et des ouvriers ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation. »

Cf. également V. Lénine, Discours à l'Assemblée des militants actifs de l'organisation de Moscou du PC(b) R, 6 décembre 1920; Oeuvres, tome 31, Paris, Éditions sociales, 1961, p. 470:

« Nous nous présentons vraiment aujourd'hui, non pas seulement comme les représentants des prolétaires de tous les pays, mais comme ceux des peuples opprimés. Une revue de l'Internationale communiste a paru récemment sous le titre : Peuples d'Orient. L'Internationale communiste a lancé aux peuples de l'Orient le mot d'ordre : prolétaires de tous les pays et peuples opprimés, unissez-vous!" Un camarade demandait: "Quand donc le Comité exécutif a-t-il décidé de modifier les mots d'ordre?" Je ne puis, à la vérité, me le rappeler. Certes, du point de vue du Manifeste Communiste, cela n'est pas exact, mais le Manifeste fut rédigé dans des conditions bien différentes, et le nouveau mot d'ordre est juste du point de vue de la politique actuelle. »

14. J. Staline: Des principes du léninisme (1924).

15. Stefan Engel: L'aube de la Révolution Socialiste Internationale, Verlag Neuer Weg, 2011.

« Pour cette raison, les prolétaires de tous les pays doivent s'unir avec les prolétaires et les larges masses aussi bien des pays impérialistes que des pays néocolonisés, dans leur lutte pour la libération nationale et sociale. Ils ont le même ennemi: l'impérialisme, le capital financier international et, dans tous les pays, la grande bourgeoisie ou bourgeoisie monopoliste réactionnaire qui est soumise au capital financier international. [...] Tout cela fait de la lutte commune et de la solidarité inébranlable de la classe ouvrière internationale avec tous les opprimés de la terre une nouvelle tâche de la stratégie et de la tactique marxistes-léninistes.

« Le prolétariat international ne pourra pas développer une force supérieure et renverser l'impérialisme sans forger, à l'échelle mondiale, une alliance avec tous ceux qui sont opprimés par le capital financier international. »

LE PEUPLE KURDE TOUJOURS EXPOSÉ A LA VIOLENCE DE L'ÉTAT TURC ET AUX COMLOTS ET MANOUVRE DE PAYS IMPÉRIALISTES

Après les menaces proférées depuis des mois par le président turc Recep Tayyip Erdoğan, le danger d'une invasion turque au nord de la Syrie semble imminent. L'armée turque avait déjà envahi le canton d'Afrin en janvier 2018, et annexé les villes syriennes de Jarablous et Al-Bab. Depuis plusieurs semaines, elle occupe une partie du Kurdistan d'Irak, y établissant de nombreuses bases militaires tout particulièrement dans la région de Dahuk, frontalière avec la Syrie.

Les pourparlers entre les USA et l'État turc viennent de se conclure par un accord en faveur de la création « d'une bande de sécurité contrôlée conjointement par la coalition internationale et la Turquie ». Concrètement ce sont les grandes villes de l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES, autrement appelée « Rojava »), de Dayrik à Kobanê, en passant par Qamishlo, sa capitale, qui passeraient sous contrôle de la Turquie d'Erdoğan et de son pouvoir dictatorial. Le 27 août une rencontre entre Vladimir Poutine et Erdoğan a été réalisée. Poutine, motivé par des intérêts commerciaux et les enjeux stratégiques liés au Moyen Orient a déclaré qu'il soutient ce projet de « couloir de sécurité ». Mais il a précisé son point de vue dans le sens qu'il s'agit d'une nécessité pour la souveraineté de la Syrie. Ce qui est certain, c'est que ces manœuvres servent les intérêts des grandes puissances impérialistes et représentent un grave danger pour le peuple kurde, pour le statu quo au Moyen Orient.

Tout en négociant avec les USA, l'état turc a militairement pénétré au Rojava et au Kurdistan Sud (côté Irak). Depuis plusieurs mois, la Turquie mène ces incursions armées en violation totale des principes de souveraineté et de non-ingérence. Plusieurs civils ont été tués par les bombardements quasi-quotidiens de l'armée turque qui ont par ailleurs causé des dégâts importants à la faune et à la flore. Ces incursions au Kurdistan Sud qui se déroulent dans le silence consternant de l'Irak et du Gouvernement régional du Kurdistan (KRG) visent non seulement l'objectif affiché d'anéantir les forces du Parti des

Travailleurs du Kurdistan (PKK) basées dans la région, mais aussi un objectif expansionniste: envahir cette zone frontalière pour assouvir les visées ottomanistes du « Sultan » Erdoğan. D'un autre côté, le Président turc ne cesse de menacer le Rojava et les autres régions sous contrôle de l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie. Il menace ainsi gravement l'existence de cet entité politique. Par ailleurs, en cas d'offensive de l'armée turque contre les Kurdes de Syrie, Daesh et d'autres groupes terroristes s'en trouverait renforcés. Nous devons exprimer notre rejet de ces agressions militaires qui mettent gravement en danger la paix régionale et mondiale. Cette politique antikurde d'Erdoğan n'est autre que la traduction d'un fascisme débridé qui se développe aux portes de l'Europe.

Mais malgré toutes ces manœuvres et les moyens employés - politique interne, diplomatie internationale, haute technologie - l'état turc est dans une impasse. Il n'arrive pas à déstabiliser la lutte armée du peuple kurde, que dirige le PKK. Dans sa politique envers la Syrie aussi, le gouvernement AKP-MHP se retrouve isolé. La dernière élection municipale a été marquée par la perte des mairies d'Istanbul, d'Ankara et encore d'autres grandes villes. Ce résultat a mis Erdoğan en fureur, d'autant plus que dans la bataille autour d'Istanbul, les Kurdes et le mouvement progressiste ont joué un rôle important.

Cette situation a poussé le gouvernement à s'attaquer aux mairies du Kurdistan. Le 19 août, les trois plus grandes villes du Kurdistan Nord administrées par le Parti démocratique des Peuples (HDP) ont été privées de leur Maire sur décision du ministre de l'Intérieur turc. Élus respectivement à 63%, 56% et 53% des voix le 31 mars dernier, les Co-Maires de Diyarbakir (Selçuk Mizrakli), Mardin (Ahmet Türk) et Van (Bedia Özgökçe Ertan) ont été destitués de leur mandat et remplacés, manu militari, par des Préfets désignés le jour-même par le gouvernement turc. Simultanément, des centaines de personnes, surtout des conseillers municipaux, mais aussi des dirigeants et membres du HDP ont été arbitrairement arrêtés.

On assiste là à un énième coup porté par le régime d'Erdoğan à la démocratie et à la volonté du peuple kurde. La Turquie reprend ainsi la vague de répression commencée en 2016 qui avait conduit à la destitution de 95 Maires kurdes du HDP sur les 106 élus en 2014. Aux élections locales de mars dernier, le HDP a récupéré 63 mairies, qui avaient été dépouillées de leurs ressources par les fonctionnaires nommés par le gouvernement pour, soi-disant, les administrer. Aujourd'hui, le HDP ne dispose plus que de 60 municipalités, un chiffre qui risque encore de baisser au cours des jours et semaines à venir.

En réaction à cette attaque, la population de Diyarbakir, Mardin et Van est dans la rue pour protester contre ce que le Co-Maire destitué de Diyarbakir, Selçuk Mizrakli, a qualifié de « séisme pour les principes et valeurs de la démocratie ». Les manifestations qui ont lieu également dans les principales villes de Turquie, comme Ankara et Istanbul, sont très durement réprimées par les forces de l'ordre. On ne peut plus le nier: la Turquie a franchi depuis longtemps le

seuil du fascisme et de la dictature. Prétextant d'une prétendue lutte contre le terrorisme, elle réprime à l'intérieur et se livre à des agressions militaires à l'extérieur, tout cela dans le cadre de sa politique anti-kurde.

On ne peut plus continuer à se taire face aux pratiques de la Turquie, à ses violations des droits démocratiques du peuple kurde et à ses massacres et à son expansionnisme.

On doit hisser le drapeau de la solidarité internationaliste avec le peuple kurde, face à tous les massacres, au génocide. Il n'y a rien à attendre de la part des forces impérialistes, que ce soit les USA ou la Russie. Le peuple kurde doit compter sur ses propres forces et la solidarité internationale des forces progressistes.

Nous saluons le courage et la ténacité du peuple kurde, qui depuis le 19 août dans plusieurs villes s'oppose à la destitution de trois maire, lutte qui a pris une ampleur nationale en Turquie.



Manifestation contre la saisie des municipalités HDP à Amed (Diyarbakir)
28 août 2019

À bas la guerre impérialiste

À bas l'impérialisme

Vive la libération de peuple kurde

LA VOIX *des Communistes*

ORGANE CENTRAL DU RASSEMBLEMENT ORGANISÉ DES COMMUNISTES MARXISTES LÉNINISTES

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France

L'ensemble des numéros parus

ainsi que nos autres documents

à lire sur notre site :
<http://rocml.org/vdc-2/>

ACTUALITES

27 juillet 2019
Journées de formation et d'étude
2019

14 juin 2019
Contre la falsification de l'histoire
Le 6 juin 2019 en France, les
dirigeants des puissances
occidentales fêtaient en grande
pompe le 75e anniversaire du D-Day,
le débarquement des alliés anglo-
américains en Normandie. Cette

LA VOIX 
des Communistes
ORGANE CENTRAL DU RASSEMBLEMENT ORGANISÉ DES COMMUNISTES MARXISTES LÉNINISTES

ETUDES &
ANALYSES



DOSSIERS

Rassemblement Organisé des
Communistes Marxistes Léninistes

roc.ml@laposte.net
<http://rocml.org/>



Jeunesse Communiste Marxiste Léniniste
<http://rocml.org/jeunes-communistes/>

